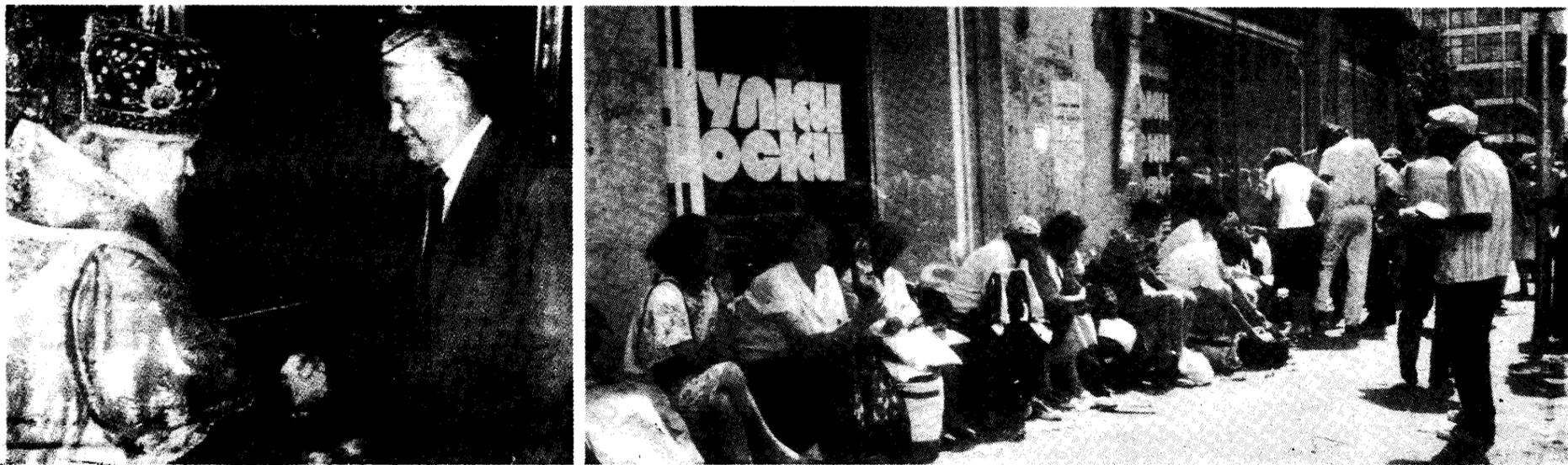


Un an après le contre-coup d'Etat d'Elsine

Les ouvriers soviétiques saignés à blanc

NEW YORK SPARTACIST LEAGUE
BOX 444 CANAL STREET STATION
NEW YORK, N.Y. 10013
212 267-1025



Le patriarche de l'Eglise orthodoxe russe bénit le «tsar» Boris Eltsine. Pour les travailleurs soviétiques, l'austérité du «libre marché» signifie la paupérisation et la destruction de l'économie. Pour survivre, beaucoup sont contraints de vendre leurs biens personnels.

Cela fait maintenant douze mois que les forces de la contre-révolution dirigées par Boris Eltsine et orchestrées par Washington ont pris le dessus en Union soviétique. Profitant du coup d'Etat d'août 1991 bâclé par la «bande des huit» du Kremlin, elles ont lancé une marche forcée vers la restauration capitaliste. Après le «traitement de choc»

inauguré en janvier, l'économie est en train de s'écrouler de façon dramatique. La famine et les sans-abri sont devenus chose banale. Les stocks de viande et de saucisses grossissent alors que les gens fouillent les poubelles à la recherche de restes de repas. Le taux de natalité a atteint son niveau le plus bas depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un

indice du désespoir qui a saisi la société soviétique. L'écrasante masse des travailleurs est de plus en plus poussée vers le bas.

La dissolution juridique de l'Union des républiques socialistes soviétiques en décembre dernier a exacerbé les antagonismes nationalistes et pavé la voie au retour de sordides guerres fratricides du

type de celles qui ont détruit la Yougoslavie. La guerre civile fait rage dans le Caucase entre les Arméniens et les Azerbaïdjanais, en Moldavie entre les Moldaves roumanophones et la minorité russo-phonie. En Asie centrale, les intégristes islamistes se mettent en avant. En Ukraine, les rues sont en train d'être

Suite page 6

Maastricht: à bas l'alliance des brigands impérialistes pour dépecer l'Europe de l'Est!

Votez non au référendum de Mitterrand!

5 septembre - En 1979, à l'époque des premières élections au soi-disant «parlement» de la CEE, les sections européennes de la tendance spartaciste internationale (aujourd'hui Ligue communiste internationale) avaient publié une déclaration commune dont le titre était un mot d'ordre sans ambiguïté: «A bas le Marché commun de l'Europe

de l'OTAN!» (le Bolchévik n° 12, mai-juin 1979). Nous expliquions alors: «A l'origine, la CEE fut créée au milieu des années 50 dans le cadre de la réorganisation de l'Europe de l'Ouest orchestrée par les Etats-Unis contre le bloc soviétique. Les politiciens de Washington craignaient que l'opposition française à la domination allemande de l'Europe ne conduise à un renouveau de l'alliance traditionnelle de Paris avec Moscou, comme en 1935 avec le pacte Staline-Laval. Le Marché commun a été et reste un compromis essentiellement entre les classes dirigeantes française et allemande dans le contexte de leur alliance politique et militaire contre l'URSS [...]. Notre

opposition principale à la CEE, et à son expansion, n'a rien à voir avec le social-chauvinisme de la gauche du Labour Party britannique ou des staliens français [...]. Nous nous opposons implacablement à la CEE avant tout parce qu'elle fournit le ciment économique qui maintient en place l'alliance impérialiste occidentale contre l'Union soviétique.»

L'entente provisoire que tentent laborieusement de resserrer des brigands impérialistes européens de 1992 avec le traité de Maastricht est dirigée contre les peuples d'Europe de l'Est et d'Union soviétique qu'ils veulent asservir à leur joug néo-colonial; contre les

prolétariats (et tout particulièrement contre leurs couches les plus vulnérables: les «immigrés», les femmes et les jeunes) de l'«Europe unie» qui devront payer le prix fort pour assurer la «compétitivité» de «leurs» exploitateurs; contre tous ceux qui, cherchant à fuir la misère imposée par le FMI et les guerres civiles, que ce soit dans le «tiers monde» ou en Europe de l'Est, verront se refermer un peu plus sur eux le rideau de fer d'une «forteresse Europe» raciste; contre les travailleurs «immigrés» qui subiront une discrimination et une terreur racistes sans cesse exacerbées par l'austérité économique

Suite page 12

M2651 - 120 - 5.00 F



Exclusions antihomosexuelles et antitrotskyistes à la Fête de LO

Depuis des années, nous avons noté que la Fête de LO - le rassemblement annuel de l'extrême gauche française et européenne organisé par Lutte ouvrière dans le village de Presles, près de Paris - portait de plus en plus les stigmates des aspects les moins ragoutants de ce groupe ouvrieriste, stalinophobe et marqué par l'étroussure nationale. Avec ses appels populistes en direction des éléments arriérés, la ligne et l'attitude de LO sur la question raciste et le poison de l'antisémitisme, ainsi que son homophobie sans vergogne sont destinées à chasser sur le terrain d'un Jean-Marie Le Pen. L'année dernière, des gros bras de LO s'en étaient pris à de jeunes Noirs. Cette année, LO a scandaleusement refusé un stand à sa Fête des 6-8 juin à Act-Up France, un groupe combatif de lutte contre le sida qui dénonce la politique criminelle du gouvernement Mitterrand.

Ayant appris cette exclusion, la Ligue trotskyste, section française de la LCI (Ligue communiste internationale [quatrième-internationaliste]) a écrit à Act-Up pour proposer à ce groupe de partager son stand de presse à la Fête. Dans notre lettre, nous notions que LO est une organisation notoirement homophobe qui refuse délibérément de recruter des militants homosexuels. Avec la politique du gouvernement français sur la question du sida, politique qui condamne à mort des couches entières de la population, l'exclusion décidée par LO doit susciter un profond dégoût chez tout être humain décent, et à plus forte raison chez tout militant du mouvement ouvrier.

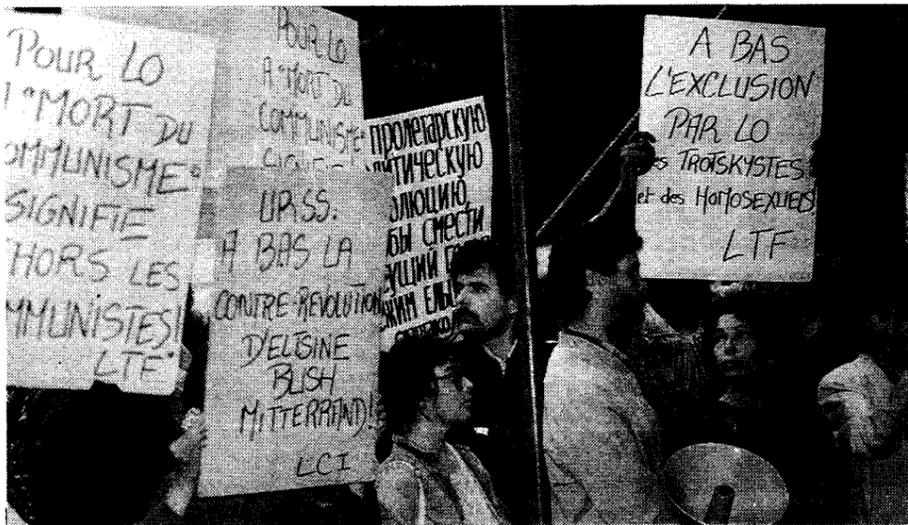
Après avoir discuté de notre proposition, la section parisienne d'Act-Up a décliné l'offre de partager notre stand. A la Fête, les camarades de la LCI se sont rendus dans les stands des différentes organisations présentes pour informer de l'exclusion d'Act-Up, distribuant des exemplaires de notre lettre de protestation (reproduite dans *le Bolchévik* n°119). La plupart des cadres de LO eux-mêmes apprirent par la Ligue trotskyste la décision d'exclure Act-Up. La direction de LO perdit alors toute retenue. Elle envoya un cadre dirigeant, responsable du service d'ordre, nous annoncer solennellement que puisque nous avions violé la « règle du jeu » en « distribuant un tract à l'intérieur de la Fête », nous serions nous aussi exclus des futures Fêtes de LO.

Nous n'avons pas laissé passer sans réagir ces infâmes piteuses de LO. Aux

cris de « A bas l'exclusion des homosexuels et des trotskystes ! », une manifestation d'environ 25 personnes a eu lieu à la fin du débat entre LO et la LCR devant une assistance nombreuse. Cette manifestation était appelée par la Ligue trotskyste, et la Revolutionary Internatio-

ainsi les affirmations mensongères de LO qui prétend avoir eu une attitude constante d'opposition à Mitterrand.

La manifestation de la LCI et de la RIL, suivie d'une courte intervention d'un porte-parole de la Ligue trotskyste, fut bien remarquée par le public venu assis-



Manifestation contre l'exclusion des trotskystes et des homosexuels à la Fête de Lutte Ouvrière, le 7 juin.

nalist League (RIL) britannique s'y était également jointe. Les centristes de la RIL, pendant leur forum, ont appelé tous les militants socialistes décents à participer à cette action, ce qui est tout à leur honneur. Il devait s'avérer qu'il n'y avait pas pléthore de militants socialistes décents parmi les participants pseudo-trotskyistes antisoviétiques à la Fête. La LCR fit savoir on ne peut plus clairement (y compris dans son journal *Rouge* après la fête) qu'elle applaudissait à l'exclusion de la LCI. Fidèles en cela à leur propre politique en Grande-Bretagne, ni la direction de Workers Power - en dépit des impulsions premières de certains de ses militants - ni les « capitalistes d'Etat » du Socialist Workers Party (dont les organisations sœurs en France sont respectivement Pouvoir ouvrier et Socialisme international) ne levèrent le petit doigt contre les exclusions prononcées par LO. L'exclusion concernait aussi le Courant communiste international, un petit groupe ultra-gauche inoffensif qui avait eu l'idée intelligente de distribuer dans les meetings de LO le numéro du journal *Lutte Ouvrière* qui appelait à voter, en 1981, pour le paladin de guerre froide et ennemi des syndicats Mitterrand, démasquant

ter au débat. Cette action disciplinée eut un impact vivifiant, qu'un camarade comparait à l'effet qu'une manifestation organisée dans un camp de « rééducation » maoïste pourrait avoir sur les détenus. Au moment où les pancartes portant les mots d'ordre furent brandies, le dirigeant de LO Duburg était en train d'expliquer que la question du droit de vote pour les immigrés n'était d'aucun intérêt pour la classe ouvrière. Résumant la ligne de LO sur les oppressions spécifiques, il termina en déclarant que quand les femmes ont eu le droit de vote (en France, en 1945), cela n'avait rien changé !

La manifestation une fois terminée, alors que les camarades de la LCI poursuivaient le débat avec des gens atterrés là, toujours plus nombreux, nous nous sommes retrouvés face à face avec un service d'ordre de quelque 40 individus de sexe masculin dirigé par un certain Kaldy, par ailleurs un des principaux porte-parole de LO. Cette opération d'intimidation menaçait à chaque minute de déraiser - c'est seulement la réaction rapide d'un militant de la Ligue trotskyste qui permit de parer un coup destiné à un jeune camarade de l'ex-RDA; dans la même veine, un sympathisant noir de la

Ligue trotskyste fut particulièrement pris à partie. Nous exigeâmes de savoir qui était le responsable du service d'ordre. Kaldy répondit sur un ton hystérique: « Personne ! »

A grand renfort d'insultes sexistes et antihomosexuelles, et aux cris de « Dehors ! », les gros bras de LO essayèrent de repousser les manifestants jusqu'au stand de la LCI. Nous avons tenu bon, et LO fut obligée de lâcher prise; les manifestants se retirèrent en bon ordre. Le lendemain, pas moins de 40 membres du « service d'ordre » devaient « escorter » deux de nos camarades jusqu'à la scène centrale où Arlette Laguiller faisait son traditionnel discours de « socialisme du dimanche ». Ledit discours commençait par un long éloge de la solide tradition qu'a établie LO... d'inviter d'autres groupes à la fête pour des « débats fraternels »!

Outre les militants d'Act-Up et les trotskystes qui ont pu tâter cette année des méthodes de « débat » pratiquées par LO, les jeunes Noirs qui, l'année dernière, avaient été les victimes d'une horrible agression de la part du service d'ordre de LO n'auront pour cette logorrhée orwellienne que le mépris qu'elle mérite. Notre protestation contre cette action infâme de l'année passée a été formulée dans une lettre que le comité central de la Ligue trotskyste avait adressée aux organisations qui participaient à la Fête de LO, et qui est reproduite dans *le Bolchévik* n° 112, juillet-août 1991. Bien que LO reconnaisse que des « erreurs » ont été commises dans le passé - ce qui constitue en soi un aveu de culpabilité - elle continue à appliquer une politique de violence « disciplinée » et d'exclusion des jeunes d'origines africaine et maghrébine.

LO n'a jamais été très bonne, et encore moins léniniste, sur les questions d'oppressions spécifiques. Mais sous l'impact de la deuxième guerre froide, de l'écroulement du stalinisme et des mensonges bourgeois sur la « mort du communisme », toutes les formes de réaction sociale - ce que Marx appelait « le vieux fatras » - ont fleuri; et l'« extrême gauche » a capitulé devant cela de toute une série de manières. Sur le terrain français, les traits spécifiques d'« insensibilité à la couleur » et de l'ouvriérisme homophobe de LO se sont aggravés. Formellement partisan de la défense de l'Union soviétique (mais pas des autres pays où le capitalisme a été renversé), LO, avec son soutien aux forces de la contre-révolution capitaliste depuis la Pologne jusqu'à l'Allemagne de l'Est, s'est placée dans le camp des traîtres antisoviétiques. Sa « neutralité » au moment du coup d'Etat d'août a donné naissance, comme on pouvait le prévoir, à une opposition interne capitaliste d'Etat, laquelle a attiré la sollicitude du SWP britannique.

En même temps, il y a à l'intérieur et autour de LO des militants qui aiment bien notre opposition trotskyste à la contre-révolution d'Eltsine. Et de fait, la décision de LO d'exclure la LCI de ses futures Fêtes n'a pas été motivée simplement par notre dénonciation de l'exclusion d'Act-Up; elle est aussi une réaction aux débats que nous poursuivons avec obstination sur la question russe avec ses militants. Aujourd'hui, la direction de LO encourage et consolide chez ses cadres un système de valeurs totalement à l'opposé de tout ce que représente le communisme. Nous avons déjà dit que cette organisation pourrait s'engager dans des voies dangereuses. C'est ce qu'elle a fait, et ce n'est pas joli à voir.

- Adapté de Workers Hammer n° 130

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), François Donau (réalisation), Charles Giguère, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.

REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance. DIFFUSION: Jean-Luc Etchart.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Routage de Paris 5, chemin des Fruitières

93200 La Plaine-St-Denis

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe: 40 F (avion 60 F) — Etranger: mandat poste international

Algérie: 30 DA — Maroc: 20 DH — Tunisie: 3 000 m — Canada: 12 \$

Nom _____

Tél _____

Adresse _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Lettre ouverte aux JCR-«l'Egalité»

Nous reproduisons ci-dessous la lettre ouverte aux JCR-*l'Egalité* que nous avons diffusée lors du «*Rassemblement international de la jeunesse*» qui s'est tenu en juillet au Portugal.

Paris, le 27 juillet 1992

Aux camarades des JCR-*l'Egalité*

«*L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes.*» N'en déplaise à ceux qui colportent le mensonge bourgeois que «*le communisme est mort*», cette observation profonde reste aussi vraie aujourd'hui qu'en 1848, quand Karl Marx en avait fait la première phrase du *Manifeste du Parti communiste*. Nous vivons aujourd'hui de grands bouleversements du paysage politique international, dont l'épicentre est en Allemagne et en Union soviétique, dont les effets se font sentir depuis l'Afrique du Sud et l'Amérique latine jusqu'à Paris et Milan. C'est là l'origine de l'ébullition politique que connaît votre tendance.

Tendance de gauche du Secrétariat unifié (SU), les JCR-*l'Egalité* ont récemment rompu avec Matti, leur maître à penser social-démocrate dans la LCR. Matti a une longue histoire d'éternel oppositionnel dans le SU, dans laquelle sa marque distinctive est de mettre un (très fin) vernis de formulations pseudo-orthodoxes sur une politique de plus en plus droitrière. Dans la dernière période, sous la rubrique «*champagne et démocratie*», Matti a applaudi la *contre-révolution* «*démocratique*» bourgeoise en Europe de l'Est. Aujourd'hui, plusieurs centaines de jeunes militants, que révolue le niveau atteint par le liquidationnisme du SU, ont compris par les batailles qu'ils ont menées qu'aucune des deux grandes fractions internationales du SU - la majorité Krivine-Mandel ou la minorité Matti - ne représente une direction digne de ce nom, et encore moins une direction révolutionnaire. Mais partant de là, où irez-vous ?

Au cours des douze dernières années, on a vu la direction et les cadres du SU crier «*Allah Akbar*» en suivant les mollahs dans les rues de Téhéran, hurler avec les loups impérialistes contre l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan et s'agenouiller derrière les curés contre-révolutionnaires de Solidarność. Ce que Marx appelait «*tout le vieux fatras*» s'est retrouvé en août 1991 sur les barricades d'Eltsine à Moscou, et certains dans les JCR-*l'Egalité* ont renâclé quand la LCR a applaudi à la contre-révolution. Ils n'aimaient pas l'idée de se retrouver coude à coude avec des gens comme les pronazis du NTS et la CIA. Ils veulent se voir comme des trotskystes.

Les JCR-*l'Egalité* sont à un tournant. Il est l'heure de se définir. Quel parti voulez-vous construire ? L'avant-garde léniniste internationale ou la LCR modèle 1973 ? Trotsky expliquait que le premier principe révolutionnaire est de «*dire ce qui est*». Un révolutionnaire prend une position claire et sans ambiguïté sur les questions brûlantes du moment, car il sait que «*du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement, le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une "troisième" idéologie ; et puis d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais y avoir d'idéologie en dehors ou au-dessus des classes). C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise*» (Lénine, *Que faire ?*)

C'est dans cet esprit que nous avons lu une série de documents et d'articles intéressants sur la question russe, articles et documents qui ont été publiés depuis la rupture des JCR-*l'Egalité* avec la Tendance 13 de Matti - «*Ni Washington ni Moscou ni le socialisme international - un commentaire sur la "lettre ouverte" aux JCR*» ; «*Non-lieu pour Touvier - Les juges récompensent un anticommuniste exemplaire*», *l'Egalité* n° 12 ; *Cahier d'études marxistes* n° 3, «*En défense de la révolution d'Octobre*», qui reproduit de larges extraits du discours de Cannon célèbre pour la formulation «*Nous sommes le parti de la Révolution russe*». Plus récemment, il y a eu la contribution individuelle de Damien Elliott publiée sous forme de brochure sous le titre *De la chute du stalinisme à la formation de la CEI*, qui traite des événements cruciaux d'août 1991 et de leurs suites. Nous avons

JCR, les camarades déclarent sans ambiguïté que le contre-coup d'Etat d'Eltsine en août a déchaîné un maelström contre-révolutionnaire : «*[...] nous sommes tous d'accord pour caractériser l'équipe d'Eltsine comme à 100% réactionnaire et pro-bourgeoise, comme cherchant à détruire le caractère ouvrier de l'Etat*» («*Ni Washington ni Moscou ni le socialisme international : un commentaire sur la "lettre ouverte" aux JCR*»). Ceci contraste nettement et positivement avec la caractérisation des événements d'août qu'on trouvait dans l'article de septembre 1991, «*L'espoir en marche*». Mais après avoir constaté l'amère réalité, quelle position les JCR-*l'Egalité* prennent-elles, que fallait-il faire ?

La brochure des JCR, *De la chute du stalinisme à la formation de la CEI*, contient plusieurs contradictions importantes et n'arrive pas à tirer des conclusions

le reconnaître, tout en grimpaient par procuration sur les barricades d'Eltsine. L'appel à une grève générale lancé immédiatement par Eltsine a été presque complètement ignoré. Un des idéologues soviétiques anticommunistes les plus observateurs, Aleksandr Tsipko, écrivait peu après le coup d'Etat : «*Mais des millions de gens, l'écrasante majorité de la société, étaient indifférents au coup d'Etat. Si les conspirateurs avaient réussi à tenir et à jeter suffisamment de produits alimentaires sur les marchés, les gens se seraient très rapidement réconciliés avec le nouveau gouvernement conservateur [...]. Seule une minorité entreprenante soutient la restauration du capitalisme qui a commencé dans ce pays.*»

De quel côté êtes-vous ?

Tout en reconnaissant qu'août 1991 était un moment charnière de la contre-révolution, Elliott traite Eltsine comme un bureaucrate pro-perestroïka, alors qu'en fait il était le fer de lance des menées contre-révolutionnaires soutenues par les impérialistes, prenant heure par heure au téléphone les ordres directs de Bush et de la CIA, et il escamote les différences entre les forces en conflit, comme si elles étaient toutes également contre-révolutionnaires : «*Sur le plan du programme économique, les putschistes n'ont pas de projet se distinguant qualitativement de ceux de Gorbatchev ou Eltsine*» (page 16).

Les putschistes, comme Gorbatchev, voulaient mener à bien la perestroïka avec la bureaucratie comme base sociale - mais sans la glasnost -, en espérant sauvegarder leurs prébendes bureaucratiques, ce qui aurait ultérieurement mais inévitablement ouvert la porte à la contre-révolution capitaliste. Mais Eltsine avait pour «*programme*» d'être un agent direct des impérialistes. Les stalinien du Kremlin n'ont fait aucune tentative pour réduire à l'impuissance leur principal adversaire, Boris Eltsine, parce qu'ils avaient peur de se mettre à dos les puissances occidentales, et une peur encore plus grande de déclencher une guerre civile, laquelle aurait mis en mouvement des forces sociales qu'ils ne pouvaient pas contrôler. La bourgeoisie impérialiste a saisi cette occasion qu'elle attendait depuis longtemps de détruire l'appareil gouvernemental de l'Union soviétique.

Elliott affirme catégoriquement que le coup d'Etat d'Eltsine a déchaîné la contre-révolution, mais il tire un trait d'égalité entre les forces sociales représentées par Eltsine, les putschistes et Gorbatchev ; il laisse aussi entendre que les quelques milliers de personnes qui étaient sur les barricades d'Eltsine pouvaient être «*gagnées*». Ce faisant, il laisse entendre que soutenir Eltsine n'avait pas d'importance. Il veut être mollement avec les «*masses*» qui étaient sur les barricades d'Eltsine. Il pense qu'Eltsine est un contre-révolutionnaire, mais il veut «*fraterniser*» avec ses troupes de choc au lieu de les écraser !

A l'époque du lamentable coup d'Etat d'opérette, nous, spartacistes de la Ligue communiste internationale (LCI, quatrième-internationaliste), avons écrit qu'un appel aux ouvriers de Moscou à balayer la racaille qui tenait les barricades d'Eltsine et à repousser la contre-révolution était à l'ordre du jour. Pendant les semaines qui ont suivi le coup d'Etat d'Eltsine, nos camarades ont distribué dans les usines de Moscou et de Leningrad des milliers de tracts avec cette position ferme. Il n'aurait pas fallu beaucoup de monde. Plusieurs milliers d'ouvriers venant d'une usine auraient fait l'affaire. Si une telle mobilisation avait eu lieu, elle

Suite page 4



Hôvasse AFP

Moscou, 19 août 1991 - Les forces de la restauration capitaliste se mobilisent derrière Eltsine (ci-dessus). Seule la LCI (ci-dessous manifestant à Paris, le 6 février, contre Eltsine en visite en France) a appelé les ouvriers de Moscou à balayer cette racaille contre-révolutionnaire.



Le Bolchévik

noté un certain nombre de points positifs. Nous avons aussi vu d'importantes contradictions, que nous voudrions aborder ici.

Le mythe de la mobilisation de masse d'août

Pour commencer, la «*question russe*», la pierre de touche du trotskysme. En Union soviétique, le temps est compté. Si l'absence de résistance actuelle de la classe ouvrière à l'introduction du capitalisme persiste, en Russie et dans les autres ex-républiques soviétiques, et si le gouvernement russe réussit à subordonner de façon décisive les forces armées qui se trouvent formellement sous son commandement à ses desseins contre-révolutionnaires, le résultat sera la destruction de l'Etat ouvrier.

Dans les récentes publications des

programmatisées claires de l'analyse des forces d'Eltsine comme contre-révolutionnaires. Pour commencer, Damien Elliott écrit que «*le putsch s'est brisé sur la résistance d'une partie déterminée de la population des grandes villes*» (page 17). Il laisse entendre que ces gens ont été abusés et amenés à soutenir Eltsine par «*l'absence d'organisations ouvrières puissantes*», et il approuve même l'initiative du KAS-KOR et de certains pseudo-trotskystes qui ont rejoint les barricades, en regrettant seulement que leurs forces aient été «*extrêmement faibles*» et impuissantes à détacher d'Eltsine cette «*partie déterminée de la population*».

Mais en fait, il n'y a pas eu d'opposition significative au coup d'Etat du Kremlin de la part des masses ouvrières soviétiques, même au niveau de l'attitude de la population. Même le SU a été obligé de

JCR...

Suite de la page 3

aurait constitué le début de la révolution politique, et c'est exactement pour cette raison que les putschistes ont dit aux ouvriers de rester dans les usines.

A la fin de la brochure, Elliott écrit : « Le dénouement de la contradiction dans un sens ou dans un autre dépendra essentiellement de la capacité des travailleurs de l'ex-URSS à s'organiser et, plus largement, de la capacité d'une avant-garde révolutionnaire internationale à profiter des opportunités de la situation [...] » (page 50). Pourtant, la classe ouvrière est complètement absente de ses considérations sur le putsch et le contre-coup d'Etat d'août. Il n'est par conséquent pas étonnant qu'il ait tiré un trait sur l'Union soviétique, qu'il considère comme déjà capitaliste. Le putsch d'août était en fait le dernier soubresaut du stalinisme, et Elliott n'a rompu que de façon inconséquente avec l'équation stalinophobe : caste bureaucratique stalinienne = Etat ouvrier.

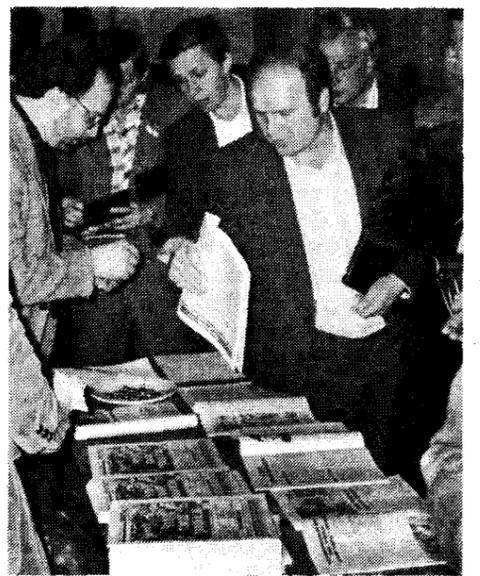
Le manque de confiance dans la classe ouvrière en tant qu'agent révolutionnaire est un trait fondamental de tout opportunisme. La bureaucratie stalinienne n'a pas scissionné en août 1991 parce que la classe ouvrière soviétique n'était pas entrée dans l'arène pour lutter en son nom propre ; la bureaucratie a été tirée dans une seule direction. Dans son article de 1933, « La Quatrième Internationale et l'URSS - La nature de classe de l'Union soviétique », Trotsky explique une fois encore la nature contradictoire et instable de la bureaucratie : « La véritable guerre civile pourrait éclater non pas entre la bureaucratie stalinienne et le prolétariat qui la soutient, mais entre le prolétariat et les forces actives de la contre-révolution. D'un rôle indépendant de la bureaucratie, au cas d'un conflit des deux camps de masse, il ne peut être question. Ses flancs opposés se répartiraient sur les divers côtés de la barricade. »

Spartacisme « Canada-Dry »

Elliott a parfaitement raison quand il écrit : « Le déroulement des événements a totalement balayé les différentes théories donnant à la bureaucratie soviétique un rôle progressiste ou au contraire prétendant



La LCI lutte en URSS pour le retour à la voie de Lénine et Trotsky. A Moscou, le 7 novembre 1991, la bannière rouge du trotskysme dans la manifestation pour l'anniversaire d'Octobre 1917 (à gauche). A droite, notre table de presse à la conférence des mineurs soviétiques en 1990.



la bureaucratie contre l'offensive ouverte de la contre-révolution capitaliste ». Vu la position dominante parmi les pseudo-trotskyistes que l'ennemi principal était le stalinisme et non l'impérialisme, et leurs blocs stalinophobes avec n'importe quelle force contre-révolutionnaire combattant les Etats ouvriers, ces positions sont significatives. Mais que signifient-elles concrètement ?

Nous, LCI, écrivions : « Les "putschistes" non seulement manquaient de détermination, mais ils ne voulaient pas libérer les forces qui auraient pu vaincre les contre-révolutionnaires les plus extrêmes, car cela aurait pu conduire à une guerre civile s'ils avaient vraiment résisté. Et dans une lutte armée entre des restauracionnistes déclarés et des éléments récalcitrants de la bureaucratie, la défense de l'économie collectivisée aurait été mise à l'ordre du jour, quelles que soient les intentions des stalinien. Les trotskystes seraient alors entrés dans "un front unique" avec la partie thermidorienne de la bureaucratie contre l'offensive ouverte de la contre-révolution capitaliste », comme Trotsky l'a écrit dans le Programme de transition (« Matti se saoule au champagne de la "démocratie" - Les JCR trinquent », tract de la LTF, 14 février 1992.) Telle avait été précisément notre politique vis-

une position d'abstention au moment du coup d'Etat. Grisolia formule la chose passivement - « si des secteurs de la classe ouvrière s'étaient ralliés... » - au lieu d'appeler les ouvriers à écraser les barricades d'Eltsine, ouvrant ainsi la porte à la révolution politique et offrant un bloc militaire aux ailes de la bureaucratie qui étaient prêtes à se battre. « Dans le coup d'Etat tel qu'il s'est effectivement développé », écrit Grisolia, « les dirigeants du coup d'Etat n'ont pas réussi à rallier les ouvriers, ont été incapables de faire face aux problèmes d'avoir "pris le pouvoir" et ont perdu leur sang-froid. » Etant donné que la bureaucratie n'a pas bougé, il est pour une position « neutre » face à la contre-révolution : « Aucun soutien à aucune fraction de la bureaucratie soviétique. Mobiliser la classe ouvrière indépendamment. » Contre qui ? Et les JCR ? Dans votre brochure *De la chute du stalinisme...*, nous lisons les conséquences contre-révolutionnaires d'août 1991, mais, camarades, vous devez répondre à la question : quelle aurait dû être à ce moment clé la politique des trotskystes ?

Qui dit « A » doit dire « B »

Un point, qui n'est pas minime. Dans sa brochure, Elliott met en garde contre les gens de l'AFL-CIO américain qui tentent de faire du syndicat des mineurs (NPG) « un nouveau Solidarność, dans le pire sens du terme » (page 42). Dites-nous donc, camarades, quel est « le pire sens » de Solidarność ? Aujourd'hui, il est évident pour tout le monde que le gouvernement Solidarność de la Pologne capitaliste affame les ouvriers, chasse les femmes de la force de travail tout en abolissant l'avortement, détruit l'industrie. Mais Solidarność, dès le début, ne promettait rien d'autre que la contre-révolution capitaliste. Et la tendance spartaciste internationale (aujourd'hui LCI) a été la seule à le dire en 1981 !

Certains membres des JCR-l'Egalité sont pour des blocs avec la bureaucratie stalinienne contre la contre-révolution déclarée. Il était nécessaire de stopper la contre-révolution de Solidarność en 1981 et de faire bloc militairement avec le général Jaruzelski. C'est la voie du trotskysme. Quelle est votre position sur ce tournant crucial de la guerre froide ?

Démocratie

Les JCR-l'Egalité ont rompu avec Matti sur la question de la démocratie : « Le Manifeste [de la Tendance 13 de Matti] traite la question de la démocratie sans faire de distinction entre démocratie ouvrière et démocratie bourgeoise », (« Minorité de la tendance 13 : des questions de fond », par David, Rouge, 5 décembre 1991). Mais sur une question aussi fondamentale, qui va au cœur de la différence entre réformisme et révolution, au début absolument aucune conclusion programmatique n'a été tirée. Au contraire. Ce n'est pas par hasard que David, au nom de l'amendement Boniface-Damien-David de la minorité de la T13 au mani-

festé de la T13 pour la X^{ème} conférence de la LCR, a prétendu être toujours d'accord avec Matti sur les conclusions programmatiques cruciales du soutien à la contre-révolution à l'Est : « Face à la majorité de la Ligue, notre tendance était unie, dès 1989, pour insister sur le caractère éminemment progressiste des aspirations démocratiques des masses à l'Est. » Matti chantait les louanges de la démocratie bourgeoise parce qu'avec les impérialistes il était pour écraser les Etats ouvriers. Son « antistalinisme » était celui des impérialistes. Avant le stalinisme, Karl Kautsky avait lui aussi chanté les louanges de la démocratie bourgeoise contre la dictature du prolétariat, quand il s'était rallié à la campagne des impérialistes pour détruire l'Etat ouvrier nouveau-né, en 1918.

Pour des marxistes, le point de départ est l'affirmation qu'il y a deux classes dans la société, la bourgeoisie et le prolétariat. Le stalinisme représentait une excroissance parasitaire reposant sur les formes de propriété prolétariennes qui étaient le produit de la révolution d'Octobre 1917, une réaction conservatrice au reflux de la révolution mondiale après la défaite en Allemagne en 1923 et à l'encerclement de l'Union soviétique par des puissances impérialistes hostiles. Il avait trouvé son expression programmatique avec la proclamation de la « théorie » du socialisme dans un seul pays de Staline. Le stalinisme n'avait pas d'existence indépendante, comme les événements qui se sont succédés à l'Est depuis 1989 l'ont abondamment démontré.

Plus loin dans ce même article de Rouge, David suit complètement Matti quand celui-ci tire cyniquement un trait d'égalité entre le trotskysme et la simple « démocratie ». Ce faisant, il se livre à une falsification historique caractérisée en écrivant que la démocratie, « c'est ce qui fait sa carte d'identité [du trotskysme] face au stalinisme depuis les années vingt ». Après la contre-révolution politique de 1923-24, l'Opposition de gauche s'est battue pour que soit restaurée la démocratie dans le parti et dans les soviets. Mais le combat de Trotsky contre le stalinisme n'a jamais eu pour base fondamentale le « manque de démocratie ». En fait, au début des années 1930, quand exilé en Turquie il essayait de souder les cadres de l'Opposition de gauche à l'extérieur de la Russie, il refusa de collaborer avec ceux des militants qui avaient une telle conception libérale. Les critères programmatiques étaient à l'époque : 1) la politique du Comité anglo-russe ; 2) le cours suivi par la Révolution chinoise ; 3) la politique économique de l'URSS en liaison avec la théorie du socialisme dans un seul pays. Dans une lettre adressée à ses amis d'idées de l'époque, Trotsky expliquait pourquoi « la démocratie » ne figurait pas parmi ces critères : « Certains camarades s'étonneront peut-être que je ne mentionne pas ici les questions du régime intérieur du parti. J'agis ainsi, non par omission, mais tout à fait consciemment [...]. Pour un



Les mandéliens se sont agenouillés devant les cléricaux-nationalistes de Solidarność. A droite, le programme contre-révolutionnaire de Solidarność en action : une soupe populaire à Varsovie.

qu'elle s'était transformée en nouvelle classe exploiteuse. En réalité, la bureaucratie n'a jamais été autre chose qu'une caste parasitaire [...] » (page 14).

Il note aussi à juste titre que le stalinisme avait un « double rôle » (page 20), une conception vouée aux gémonies par Matti, qui prétend que le stalinisme était contre-révolutionnaire sur toute la ligne. Elliott caractérise le retrait de Gorbatchev d'Afghanistan comme un « bradage » (page 9), et il fait sienne la position exposée par Trotsky dans le Programme de transition quant à « la possibilité, dans des cas strictement déterminés, d'un "front unique" avec la partie thermidorienne de

à-vis de Jaruzelski en 1981. Elliott envisage la possibilité « d'un front unique avec la partie thermidorienne de la bureaucratie contre l'offensive ouverte de la contre-révolution capitaliste ». Et puis il y a la politique prônée par Franco Grisolia, qui écrit : « Si des secteurs de la classe ouvrière s'étaient ralliés en soutien au coup d'Etat, voulant lutter contre l'austérité et d'autres mesures allant vers la restauration capitaliste, les trotskystes se seraient alliés à eux » (« Pour un plan d'urgence ouvrier », janvier 1992). Ces positions sont-elles identiques ?

En fait non, car la politique prônée par Grisolia et dans les faits par Elliott est

marxiste, la démocratie, dans le parti comme dans le pays, ne constitue pas une abstraction. Elle est toujours conditionnée par la lutte des forces vivantes de classe. Les éléments opportunistes entendent très fréquemment par bureaucratisme le centralisme révolutionnaire. Il est clair qu'ils ne peuvent pas être nos amis d'idées (« Lettre à propos des différents groupements de l'opposition communiste », 31 mars 1929).

Aucune voix pour les partis ouvriers dans un front populaire! La question de l'indépendance de classe

Pendant les récentes journées d'études parisiennes des JCR-*l'Egalité*, le principal porte-parole public de cette organisation, Damien Elliott, a parlé de la lutte de Trotsky contre le front populaire. Il a fait l'éloge du travail de la TSI-LCI sur cette question, en faisant référence à la série d'articles de *Spartacist* édition française n° 15-16 qui expliquent et justifient notre position d'opposition électorale conditionnelle aux partis ouvriers dans un front populaire, comme Allende au Chili en 1971 et Mitterrand en France. Ces articles sont la transcription d'une table ronde sur le front populaire lors de la première conférence internationale avec délégués de la TSI en 1979, où nous avons débattu avec le vétéran du trotskysme au Sri-Lanka, Edmund Samarakkody, avec qui nous avons engagé des négociations d'unification et qui était en faveur d'un vote pour les partis ouvriers dans un front populaire. Au cours de cette discussion, Samarakkody lui-même déclara qu'il reniait son acte principal de 1964, quand il avait voté contre le gouvernement de front populaire au parlement, provoquant ainsi sa chute. Damien Elliott



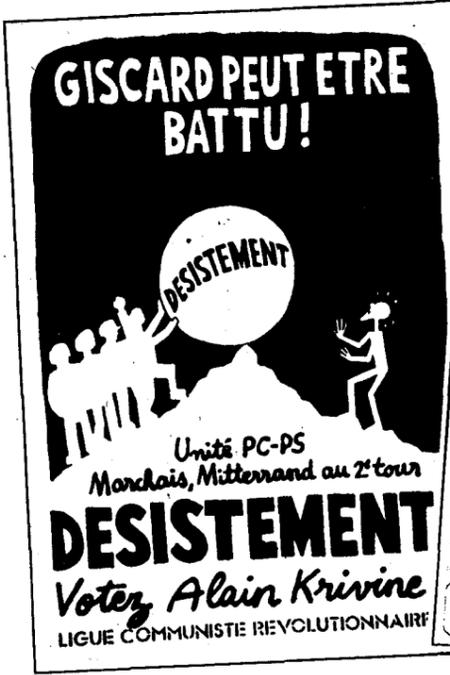
Bulletin

Edmund Samarakkody: en 1964, son vote principal, au parlement du Sri Lanka, contre le gouvernement de front populaire en provoqua la chute.

a soutenu aussi le refus principal d'Edmund Samarakkody de voter pour le front populaire en 1964 au Sri-Lanka et déclaré que sa position personnelle était d'être contre voter pour le PCF ou le PS aux prochaines élections tant que ceux-ci n'auraient pas rompu avec Mitterrand.

En 1970, les spartacistes ont adopté la ligne qu'au Chili « tout "soutien critique" à la coalition d'Allende est une trahison de classe, pavant la voie à une défaite sanglante pour les travailleurs chiliens [...] » (*Spartacist* édition anglaise n° 19). C'est bien sûr exactement ce qui s'est passé. Nous avons mis en garde contre le fait que l'Union de la gauche de Mitterrand serait pro-OTAN, antiouvrière et anti-immigrés. Jugez par vous-mêmes de ce qui est advenu. La LTF n'a jamais appelé à voter pour aucun des partis de l'Union de la gauche. Nous avons appelé à un soutien électorale critique au PCF qui, en 1980, au début de la guerre froide, se présentait indépendamment du front populaire, jusqu'à ce que l'atrocité raciste de Vitry, en janvier 1981, montre qu'il ne reculerait devant rien pour être invité dans cette coalition bourgeoise.

La tactique de soutien électorale critique à un parti ouvrier bourgeois a été élaborée par Lénine dans la *Maladie*



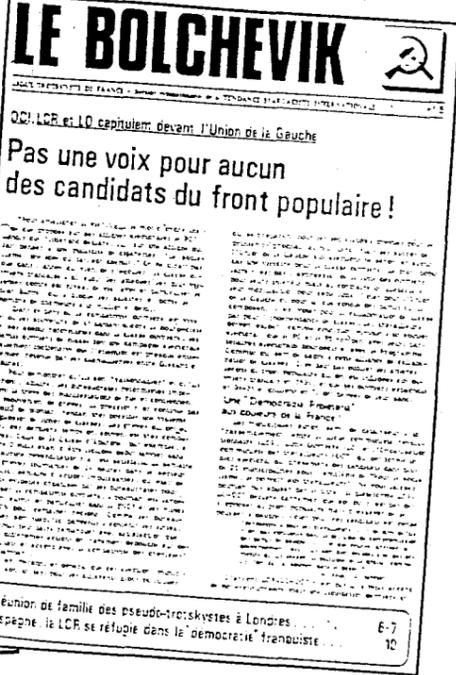
A droite, le numéro de mars 1977 du « Bolchévik ». L'opposition trotskyste au front populaire a toujours été fermement défendue par la LCI. Les mandéliens, eux, se sont faits les porteurs d'eau de Mitterrand.

infantile du communisme. Il s'agissait d'une tactique destinée à exploiter la contradiction entre la prétention de ces partis à représenter une alternative de classe aux partis bourgeois et le fait que leur pratique réformiste les lie à la préservation du capitalisme, une tactique destinée à détacher la base de la direction et qui doit être envisagée quand ces partis se présentent indépendamment, en leur nom propre. Mais cette contradiction entre l'affirmation formelle des partis ouvriers bourgeois qu'ils sont socialistes et leur pratique réelle est supprimée quand ces partis signent un accord électoral avec des partis bourgeois, aussi petits et symboliques que ceux-ci puissent être. Les partis ouvriers bourgeois annoncent ainsi à l'avance qu'ils ne veulent pas aller au-delà des limites du capitalisme. L'Unidad Popular d'Allende avait pris l'engagement de ne pas toucher aux corps des officiers bourgeois, et un des premiers actes de Mitterrand a été d'amnistier les généraux factieux de la Guerre d'Algérie, soulignant ainsi le fait que l'Etat bourgeois repose sur des bandes d'hommes armés qui défendent les formes de propriété capitalistes. Quand les contradictions des partis ouvriers bourgeois sont supprimées dans une coalition de collaboration de classes, la seule politique principale pour des révolutionnaires est de leur refuser quelque soutien électoral que ce soit. L'indépendance de classe est pour des révolutionnaires une pierre de touche.

Quelle est la question du front populaire? C'est la question de la Révolution bolchévique de 1917! Ceux qui votent pour les partis ouvriers dans un front populaire auraient en 1917 soutenu un gouvernement des menchéviks et des troudoviks, un régime de contre-révolution. Il n'y aurait pas eu de révolution d'Octobre; le sort du monde était suspendu à l'opposition intransigeante du Parti bolchévique aux partis ouvriers dans le front populaire.

Dans la présentation qu'a faite le camarade Elliott en juin, en dépit de son analyse radicale, il y avait un silence assourdissant sur la question du vote de 1981. Quelle est votre position, camarades? Sur le vote pour le PCF et le PS en 1981? Sur le vote Mitterrand en 1974? Sur le vote pour Allende en 1970?

Sur cette question aussi, la tendance de Grisolia est un exemple que « tout ce qui brille n'est pas or ». En 1975-76, il proposait de rejoindre la tendance spartaciste internationale, mais maintenait une position en faveur d'un vote pour les partis ouvriers dans le front populaire. De fait, le journal de son Gruppo Bolscevico-Leninista (GBL), *Il Militante* (octobre 1976), publia une « Lettre à *Workers Vanguard* » (le journal de notre section américaine) où l'on pouvait lire: « Il est de notoriété publique que votre organisation professe l'opinion étrange que le sou-



tien électoral à un parti ouvrier qui fait partie ou est impliqué dans un front populaire, ou incliné vers lui, est équivalent à une capitulation devant ce même front populaire. » Quelle étrange « opinion »! L'idée manœuvrière que Grisolia se fait d'une opinion saine était sa position dans les élections italiennes de 1976, où le Parti communiste italien se présentait sur la base du « compromis historique », une proposition de front populaire allant du PC à la démocratie chrétienne. Le GBL de Grisolia avait une position à droite de la section du SU. Le SU appelait à voter pour Democrazia Proletaria (DP), qui s'opposait sur le papier au « compromis historique », tout en maintenant la porte ouverte à une version plus à gauche du front populaire, tandis que Grisolia annonçait qu'il donnerait un « soutien critique » au PCI contre DP à moins qu'un autre groupe « d'extrême gauche », Lotta Continua, soit ajouté à la liste « d'extrême gauche » de DP!

Le combinationnisme sans principe - un crime contre le parti

Ceci nous amène à la question du parti. La crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire. C'est l'essence du *Programme de transition*. Et, camarades, nous voulons ici vous parler de notre propre expérience. Car certains d'entre nous sont passés par le processus auquel vous êtes maintenant confrontés.

Les JCR-*l'Egalité* représentent la première tendance de gauche dans la LCR depuis la Tendance 4 du début des années 1970, avant la deuxième guerre froide. Cette Tendance 4 était fondamentalement définie par le fait qu'elle avait des positions de gauche, mais qu'elle refusait d'en tirer les conclusions programmatiques aiguës, de façon assez similaire aux JCR-*l'Egalité* aujourd'hui. Certains de ceux qui devaient plus tard fonder la LTF étaient membres de la

Tendance 4. Cette tendance s'était constituée principalement en opposition à la capitulation de la majorité internationale Mandel-Krivine-Maitan devant le front populaire en France et ailleurs, mais c'était une tendance très hétérogène, dont faisaient partie (a) des partisans du SWP américain réformiste; (b) des partisans de Lambert; (c) un marais centriste, Nemo, Ulysse et Cie, qui entreprirent de provoquer une scission de gauche sur le Nicaragua en 1979 mais manœuvrèrent ensuite pour conduire l'organisation qui était née de cette scission, la LCI, dans la camisole de force de l'organisation stalinophobe et à ce moment-là réformiste qu'était l'OCI; et (d) ceux qui tirèrent les conclusions programmatiques de l'analyse formellement orthodoxe que faisait la T4 du front-populisme de la majorité, et qui devaient fonder la LTF en 1975 (cf. *Spartacist* édition française n° 9 et n° 10).

Lambert, qui avait un programme stalinophobe cohérent, réussit à écraser la Tendance 4. Pourquoi? Parce que la majorité de cette tendance n'avait pas tiré les conclusions programmatiques de sa critique plutôt abstraite de la majorité du SU et qu'elle refusait d'examiner et de caractériser politiquement son partenaire de bloc international, le SWP américain réformiste. Quand la révolution portugaise éclata en 1975, de nombreux cadres de la T4 suivirent la ligne stalinophobe de soutien à la social-démocratie portugaise financée par la CIA du SWP et de l'OCI (en soutenant par exemple l'incendie des locaux du PC comme des exemples de « colère des masses »). Ils furent plus tard une proie facile pour la razzia de Lambert.

De façon assez similaire aux choix auxquels était confrontée la Tendance 4 avant le X^{ème} congrès mondial du SU en 1974, la tendance hétérogène dans le SU que constituent les JCR-*l'Egalité* est en mouvement vers la gauche, suspendue entre deux possibilités: soit glisser à nouveau dans l'ombre du front populaire (pour preuve, la Tendance 4), soit une rupture définitive avec la social-démocratie et la lutte pour construire le parti mondial de la révolution socialiste - la voie spartaciste (pour preuve, la Tendance 4).

Beaucoup d'entre vous ont lu *Défense du marxisme* de Trotsky. Vous êtes moins nombreux à connaître le livre de Cannon qui va avec celui de Trotsky, *La Lutte pour un parti prolétarien*, qui rassemble ses discours et écrits de la bataille fractionnelle de 1940 dans le SWP contre Shachtman, Abern et Burnham. Ceux-ci avaient réagi à la levée de boucliers petite-bourgeoise contre le pacte Hitler-Staline en entrant en opposition contre la position de défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier soviétique défendue par le parti - tout en défendant trois positions distinctes sur la nature de classe de l'Union soviétique. James P. Cannon disait la chose suivante sur la primauté de la lutte pour le programme et les « méfaits du combinationnisme »: « L'opposition constitue le pire et le plus déloyal des types de groupements fractionnels dans

Suite page 15

SPARTACIST CANADA Summer 1992 No. 98 L.A. Upheaval Shakes North America Workers, Minorities: Organize to Sweep Away this Rotten Racist System! SPARTACIST CANADA Journal marxiste de la Trotskyist League/Ligue trotskyste Abonnez-vous! 2 \$/4 numéros de Spartacist Canada (incluant Spartacist édition anglaise) 12 \$/10 numéros du Bolchévik (incluant Spartacist édition française) Toronto Bcx 7198 Station A Toronto, ON M5W 1X8 (416) 593 - 4138 Montréal CP Les Atriums BP 32066 Montréal, QC H2L 4V5 (514) 849 - 6540

Les ouvriers soviétiques...

Suite de la page 1

rebaptisées en l'honneur de pogromistes notoires tels que le Garde blanc Petlioura et le collaborateur nazi Stepan Bandera. Entre-temps, des éléments virulemment chauvins au sein et autour du régime d'Eltsine cherchent à profiter des remous qui agitent les franges de la République de Russie pour rassembler, à partir de l'armée soviétique encore multinationale, une force armée contre-révolutionnaire, nationaliste russe.

La situation des travailleurs soviétiques devient de plus en plus catastrophique. Les prix des produits alimentaires ont monté en flèche : le pain coûte maintenant 20 fois plus cher et d'autres produits jusqu'à 100 fois plus cher qu'il y a un an. Les retraités et tous les autres qui vivent d'un revenu fixe sont tout près de mourir de faim. La seule chose à être produite en quantité, ce sont les roubles qui ont de moins en moins de valeur - avec une planche à billets qui n'arrive même plus à suivre le rythme. Eltsine voyage maintenant régulièrement avec un avion plein de roubles qui le suit partout où il va dans la République de Russie pour qu'il les distribue aux ouvriers qui n'ont pas été payés depuis des semaines ou même des mois.

Mais en dépit de la situation horrible dans laquelle les ouvriers sont plongés, mis à part le débrayage énormément populaire des ouvriers de la santé au printemps dernier, les diverses menaces de grève, en particulier de la part des ouvriers du secteur stratégique du pétrole, habituellement lancées à cause du non-paiement des salaires, sont restées des menaces en l'air. Et notamment le syndicat « indépendant » des mineurs lié à la CIA, qui s'est tellement empressé de faire grève pour Eltsine en 1990-91, a empêché les mineurs du charbon de mobiliser leur puissance contre les ravages du « traitement de choc » d'Eltsine.

Jusqu'à présent, le chômage de masse n'a pas encore frappé. Mais déjà des usines un peu partout dans le pays sont en train de forcer les ouvriers à prendre de longues « vacances » d'été non payées : dans le centre industriel d'armement de Ryazan, toutes les 24 principales usines ont soit fermé leurs grilles soit commencé à fonctionner en semaines de trois jours depuis le 1^{er} juillet. Globalement, la production a chuté de 15 % rien que pour le premier trimestre. Dans le secteur critique de l'industrie d'armement, il est prévu que les ventes plongent de 85 % cette année, licenciant jusqu'à 2,5 millions de travailleurs. Si les subventions aux industries d'Etat en faillite devaient être coupées, la fin d'année compterait 15 millions de chômeurs supplémentaires, soulevant la possibilité d'une explosion sociale de masse.

Eltsine a misé sur les dollars et les deutschemarks impérialistes pour financer sa campagne contre-révolutionnaire. En juin, il est allé à Washington signer la fin de ce qui constituait le cœur de la défense nucléaire de l'armée soviétique - les missiles à têtes nucléaires multiples SS-18 et SS-24 - mais n'a rien reçu en échange. Le cartel des banquiers du Fonds monétaire international (FMI) continue à exiger davantage de sang. Les promesses grandioses d'une vague aide globale de 24 milliards de dollars s'évaporent, le FMI retenant même le premier milliard jusqu'à ce que la Russie réduise son déficit budgétaire des deux tiers, privatise l'industrie d'Etat et supprime les subventions versées aux entreprises en faillite - tout cela avant Noël. Même Eltsine est obligé de résister à l'ultimatum du FMI exigeant que le prix du pétrole local soit relevé au niveau des taux du marché mondial, ce qui ruinerait complètement l'industrie qui dépend d'une énergie bon marché.

Il est clair pour tout le monde que

Moscou, 22 juin — La milice (police) d'Eltsine s'apprête à disperser une manifestation.



cette situation chaotique ne peut continuer longtemps. Les rouages de l'industrie ne peuvent plus continuer à fonctionner sur la base de reconnaissances de dette - plus de deux trillions de roubles, presque 20 milliards de dollars, depuis janvier. Le plan gouvernemental de privatisation (qui consiste à distribuer au compte-goutte aux ouvriers des bons qui peuvent être échangés contre des espèces) provoquerait une hyperinflation de l'ordre de celle qu'a connue l'Allemagne de Weimar en 1923. Des appels à un « gouvernement fort » pour « sauver la Russie » montent de toutes parts. Sergueï Babourine, porte-parole important des « patriotes » du bloc « Unité russe » au sein du parlement, prédit : « A la fin de cette année nous aurons presque certainement une dictature de fer dans ce pays. La seule question est de quelle sorte. »

La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) met en garde : en l'absence d'une résistance massive organisée de la classe ouvrière et avec une armée soviétique connaissant un désarroi croissant, le danger que les forces de la restauration capitaliste réussissent à consolider un Etat bourgeois, si fragile soit-il, est terriblement réel, menaçant de conduire à un bain de sang les ouvriers et les minorités nationales.



Les ouvriers du pétrole sibérien, qui n'ont pas touché leur salaire depuis des semaines, ont menacé de faire grève.

Politiquement atomisés et paralysés par des décennies de bureaucratisme et de trahisons staliniens, les ouvriers soviétiques ne se voient offrir par les héritiers de Staline que le nationalisme le plus rétrograde. La situation est trop mûre, pourrie même. Il est urgent de rassembler dans un noyau léniniste-trotskyiste de toute l'Union des cadres internationalistes, fermement décidés à mettre en œuvre le programme de la révolution d'Octobre, avant que tout vestige de la révolution soit balayé.

La contre-révolution cherche un « Etat fort »

Tandis que le milieu des intellectuels « yuppies » et des spéculateurs autour d'Eltsine s'est dispersé, les représentants des directeurs des industries d'Etat ont investi les couloirs du gouvernement. En juillet, le bloc Union civile était formé par le vice-président Alexandre Routskoï, ancien officier militaire qui a récemment

dépassé Eltsine dans les sondages, Arkadi Volski, ancien assistant des chefs du PC Andropov et Gorbatchev, et maintenant chef du puissant Syndicat des industriels et entrepreneurs qui contrôle les deux tiers de l'industrie, et Nikolaï Travkine, chef du Parti démocratique de Russie, virulemment anti-PC. En mai, trois personnages de l'industrie associés à Volski étaient nommés au cabinet d'Eltsine, minant apparemment l'influence de son tsar économique du « libre marché » Egor Gaïdar.

Quelques commentateurs occidentaux se sont inquiétés que les récentes nominations d'Eltsine ne ralentissent les « réformes » capitalistes, notant que le « complexe militaro-industriel » formait la base des comploteurs du coup d'Etat raté de l'an dernier. Mais un porte-parole impérialiste comme le *New York Times* (2 août) donne aux ministres du nouveau cabinet « de solides lettres de créance en tant qu'avocats du système du libre marché ». Ceci ne fait que souligner le commentaire que nous avons fait au moment du fiasco d'août, à savoir qu'il s'agissait d'un « coup d'Etat de la perestroïka » fait par des éléments de la bureaucratie qui visaient eux aussi à la restauration du capitalisme, mais à un rythme plus lent et sous leur contrôle. Là où les spéculateurs

infectives contre les bradages d'Eltsine au profit de l'Ouest, tous ces groupements et couches convergent autour du nationalisme russe et des forces qui sont déterminées à restaurer le capitalisme avec une main de fer. Et ce dont ils ont par-dessus tout besoin, c'est de forger un appareil d'Etat capable de réprimer les ouvriers.

Depuis le moment où il a pris le dessus, Eltsine s'est employé fiévreusement à consolider un Etat bourgeois. Il semble qu'il ait maintenant une force répressive loyale au régime contre-révolutionnaire, constituée des unités d'élite russes OMON. Les escadrons OMON ont été lancés en février contre une manifestation à l'occasion de la Journée de l'Armée soviétique, ensuite en juin pour disperser les manifestants rassemblés devant le centre de télévision d'Ostankino à Moscou et enfin pour déchirer le seul drapeau soviétique qui flottait encore sur un bâtiment public à Leningrad. En même temps, le procès en cours à Moscou contre le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), interdit et accusé d'être une organisation « criminelle », vise à donner un avertissement aux éléments de l'appareil qui pourraient être récalcitrants, ainsi qu'à tous ceux qui seraient tentés de résister à la campagne restauracionniste.

Eltsine a commencé à bâtir une armée exclusivement russe, et la marine soviétique a commencé à hisser le vieil emblème marin tsariste, la croix de Saint-André. A mesure que les combats s'intensifient entre le régime nationaliste moldave roumanophone de Mircea Snegur et les nationalistes russophones dans la région de Transdnistrie, on entend des appels croissants à une intervention militaire russe à grande échelle. Le général Lebed de la 14^e armée a traité le régime Snegur de « fasciste » et au moins un de ses bataillons se bat aux côtés des irréguliers russophones et des « volontaires » cosaques affublés d'uniformes tsaristes.

Les groupes staliniens tels que le Parti des ouvriers communistes russe (RKR), principal organisateur des manifestations anti-Eltsine, parlent de moins en moins, même du bout des lèvres, de la cause socialiste, en même temps qu'ils s'enrôlent comme tambours-majors dans la sinistre croisade chauvine. Les « patriotes » cherchent à forger un « Etat fort » en jouant la carte du chauvinisme grand-russe et de l'antisémitisme. Au moment où Pamiat et autres fascistes paradent en toute impunité dans les rues de Leningrad, une conférence organisée le 12 juin à Moscou par le Synode national russe, le *Sobor*, a marqué une étape importante dans le renforcement de forces corporatistes-fascistes plus puissantes.

Ecrivain à la fin des années 1920, au moment où la politique conciliatrice que Staline menait à l'égard des petits capitalistes nepmen et des riches paysans koulaks faisait croire le danger de restauration capitaliste, Léon Trotsky observait : « Est-il réellement probable qu'en cas de défaite de la dictature [prolétarienne],

la démocratie bourgeoise la remplacera ? Non, cela est la moins probable de toutes les variantes possibles. Une dictature révolutionnaire n'a jamais été dans l'histoire remplacée par la démocratie. » Pour réussir à consolider son pouvoir, la bourgeoisie naissante doit aller plus loin qu'un régime transitoire et consolider « une forme de pouvoir plus sérieuse, plus solide et plus décisive, en toute probabilité, un régime bonapartiste, ou en termes modernes, fasciste. »

L'héritage laissé par des décennies de stalinisme, qui a usurpé le pouvoir politique à la classe ouvrière et qui l'a atomisée, a ouvert la porte à l'actuelle situation contre-révolutionnaire. Il est à présent plus clair que jamais que le seul moyen de renverser la vague contre-révolutionnaire passe par une mobilisation du prolétariat multinational soviétique. Après le coup d'Etat et le contre-coup d'août 1991, nous avons lancé l'appel: « Ouvriers soviétiques: repoussez la contre-révolution d'Eltsine-Bush ! » Nous avons noté que « si Eltsine et Cie ont maintenant le champ libre pour une réintroduction à coups de trique du capitalisme, l'issue finale n'est pas encore acquise. » Nous avons ajouté: « L'opposition venue des usines aux ravages de l'offensive capitaliste peut enrayer le processus, et empêcher la consolidation rapide de la contre-révolution » (le Bolchévik n° 113, septembre 1991).

Il existe un large sentiment contre la réintroduction de l'exploitation capitaliste, sentiment qui s'est reflété dans la présence de quelque 90 000 manifestants, rassemblés pour commémorer l'anniver-



Der Spiegel

Des « volontaires » cosaques en Moldavie. La croisade du chauvinisme grand-russe se focalise dans les combats en Transnistrie.

saire de la révolution d'Octobre en novembre dernier, ou encore en mars dans une manifestation anti-Eltsine de plus de 200 000 participants. Mais les travailleurs soviétiques peuvent et doivent se lancer dans la voie de la lutte politique indépendante avant qu'ils soient chassés de leur emploi et privés de toute possibilité de lutte. Comme nous en mettions en garde dans un tract du 25 février (dont quelque 100 000 exemplaires ont été distribués): « Ouvriers, le temps presse. N'attendez pas que la faim creuse les joues de vos enfants. Ceux qui voudraient être les nouveaux patrons vous confisquent les rues de Moscou. Formez dès maintenant d'authentiques soviets ! Chassez les forces restaurationnistes par la révolution politique ouvrière ! Anéantissez toutes les tentatives de provoquer des antagonismes nationalistes fratricides ! A bas le poison de l'antisémitisme ! Il est d'une nécessité urgente de rassembler les cadres d'un parti léniniste-trotskyiste, déterminé à restaurer les bases prolétariennes sur lesquelles l'Etat ouvrier soviétique a été édifié » (le Bolchévik n° 117, mars).

Les staliniens aident à la campagne contre-révolutionnaire

Les divers déchets issus de l'écroulement de la bureaucratie stalinienne se sont accrochés à la campagne contre-révolutionnaire, soit en soutenant ouvertement l'« économie de marché », soit en promouvant le nationalisme russe qui est le ciment des forces restaurationnistes. En dépit de leurs prétentions occasion-

Berlin, 29 juillet — Nos camarades du SpAD réclament la libération d'Erich Honecker qu'Eltsine vient de livrer au Quatrième Reich.



nelles à s'opposer à la restauration du capitalisme, le RKRП (dont le principal porte-parole est Viktor Anpilov) et une poignée de groupes « durs » plus petits tels que celui de l'apologiste stalinienne Nina Andreeva - le Parti communiste des bolchéviks Pan-Union (VKPB) - ont formé une hideuse « coalition rouge-brune » avec des chauvins grand-russes purs et simples tels qu'Alexandre Nevzorov, le fasciste Jirinovsky et le Sobor. Lors de manifestations organisées par la coalition Russie laborieuse, des ouvriers qui viennent pour s'opposer à la restauration capitaliste se retrouvent inondés, de la tribune, de rhétorique

Nevzorov, Jirinovsky et Makachov étaient bien en vue dans la manifestation du 12 juin appelée par Russie laborieuse devant le centre de télévision d'Ostankino pour exiger une chauvine « Heure russe », avec des pancartes proclamant: « La TV russe signifie une TV sans Juifs ».

Dans le spectre politique de la gauche soviétique, allant du rouge-brun au rose pâle, les autres fragments de l'ancien PCUS tendent vers la social-démocratie. L'Union des communistes d'Alexei Prigrarine et le Parti des communistes russe d'Anatoli Krioutchkov - qui sont tous deux issus de l'aile Plate-forme marxiste de l'ancien PCUS - et le Parti socialiste des travailleurs (SPT) gorbatchévien de Roy Medvedev soutiennent tous, en la qualifiant chacun à sa façon, l'introduction d'une économie de marché. Affichant un certain niveau d'attachement à l'ancienne Union, ces groupes ont organisé à l'ouverture du procès du PCUS le 6 juillet une petite manifestation que le RKRП et Russie laborieuse ont boycottée ostensiblement.

Mais la contre-révolution ne se poursuivra pas sur le terrain du gradualisme social-démocrate, et ces groupes se retrouvent aussi aspirés par le courant sous-marin du mouvement chauvin russe de plus en plus confiant. Et tous les trois se sont joints au RKRП et à des organisations réactionnaires telles que l'Union des cosaques et le Fonds pour la restauration du reliquaire du Christ sauveur pour signer ensemble en mars une front-populiste « Déclaration sur la fondation de l'opposition unie », qui appelait au « salut de la patrie [...] par une action commune sur la base de la paix civile ». Le SPT a même fait les louanges du Sobor.

Pour un parti léniniste-trotskyiste !

Ecrivant à propos du bloc des staliniens et des réactionnaires nationalistes

Sur la pancarte brandie par une manifestante à Moscou: « Gorbachev-Eltsine: capitalisme = fascisme. Non à la propriété privée des millionnaires criminels. Confisquez ce qui a été volé au peuple et mettez-le au service des entreprises et fermes collectives soviétiques. »



Shone/Gamma-Liaison

en janvier, nous avons mis en garde: « Il s'agit là d'un jeu non seulement sinistre mais dangereux, car les fascistes que ce faisant on favorise et on légitimise, s'ils ont seulement la moitié d'une occasion de le faire, traiteront leurs alliés d'un jour, les « patriotes » qui se proclament communistes, avec tout autant de brutalité que les travailleurs soviétiques, les Juifs et les autres nationalités » (le Bolchévik n° 116, janvier-février). S'étant faits les porteurs d'eau de forces plus puissantes, les staliniens se rendent de plus en plus compte qu'on peut se passer d'eux. A la conférence du Sobor, Sterligov a caractérisé le communisme d'« hostile aux vieilles traditions nationales de la Russie [...] et il est tout à fait impossible de collaborer avec des gens qui sont porteurs de cette idéologie ».

En août dernier, divers groupements se réclamant du trotskysme ont applaudi les « yuppies », prêtres et fascistes qui défendaient les barricades d'Eltsine. Plus récemment, des organisations telles que le Rabotchaia Demokratiia (Démocratie ouvrière-affiliée au groupe pro-travailliste Militant en Grande-Bretagne) de Sergei Beits se sont mises à faire du suivisme derrière le RKRП et consorts sans un murmure de critique du fascisme, du chauvinisme et de l'antisémitisme qui sévit dans le milieu « patriote ».

Il existe des militants soviétiques qui veulent lutter pour le communisme de Lénine et Trotsky. Des millions d'entre eux savent ce que le capitalisme leur réserve et veulent s'opposer à la destruction de leurs moyens d'existence et à la dévastation de leur société. Les forces de la contre-révolution n'ont pas encore consolidé un régime capitaliste stable.

La révolution d'Octobre 1917 a brisé la prison des peuples tsariste et a émancipé les ouvriers et paysans de l'exploitation capitaliste. Elle a constitué un phare pour les ouvriers et les opprimés du monde entier. Mais comme prévenait Trotsky peu après la contre-révolution politique dirigée par Staline en 1923-24, le stalinisme est le fossoyeur des révolutions. Après presque 70 ans de trahisons bureaucratiques, le sort du premier Etat ouvrier de l'Histoire est en jeu.

Sauf à être noyé dans un bain de sang fratricide et écrasé sous le talon de fer de l'exploitation impérialiste, le prolétariat soviétique multinational doit mener un combat révolutionnaire pour renverser les régimes restaurationnistes et prendre le pouvoir politique en Russie et dans les autres anciennes républiques soviétiques. Ceux qui font des compromis avec le chauvinisme grand-russe et les autres nationalismes sont des obstacles à la lutte contre la contre-révolution. La Ligue communiste internationale se bat pour forger un noyau de combattants internationalistes décidés à mettre en œuvre le programme de l'Octobre rouge de Lénine et Trotsky. C'est là la seule perspective.

- Traduit de Workers Vanguard n° 557

80 millions de femmes mutilées

Le crime de l'excision

L'article que nous reproduisons ci-dessous a été traduit du journal de nos camarades américains de la Spartacist League (SL) Women and Revolution (n° 41, été-automne). Women and Revolution est le journal de la commission du comité central de la SL/US pour le travail parmi les femmes.

Au petit matin, dans un village africain pas très loin de Nairobi, au Kenya, des jeunes filles sont tirées de leur sommeil et conduites à la rivière toute proche. L'eau est froide, elle aide à stopper les saignements des premières règles et rend leurs organes génitaux saillants et moins sensibles. Bientôt, une vieille sage-femme prend les enfants une par une et, avec un rasoir rouillé, des ciseaux ou un morceau de verre tranchant, elle coupe le clitoris, tranche les lèvres et applique de la cendre, des herbes ou de la bouse de vache pour stopper l'hémorragie. Tandis que la petite fille se tord de douleur, d'autres femmes la maintiennent les bras cloués au sol, les jambes écartées, la bouche fermée, de sorte qu'elle ne puisse pas s'enfuir ou alerter les autres enfants qui attendent dans l'eau froide et ne se doutent de rien.

Plus de 80 millions de femmes aujourd'hui de par le monde ont été soumises à des mutilations barbares similaires, une pratique traditionnelle qui reste courante dans au moins 28 pays africains. D'après l'organisation Minority Rights Group International, 90 % des femmes dans le nord du Soudan, l'Éthiopie et le Mali, et presque 100 % en Somalie et à Djibouti, subissent une excision rituelle. Dans ces pays, les femmes sont aussi infibulées, les deux côtés de la vulve étant cousus ensemble avec des fils en boyaux de chat ou maintenus avec des épines, une allumette étant introduite pour obtenir une ouverture de la taille d'une tête d'épingle. Des mutilations moins complètes sont pratiquées sur les femmes dans des parties du Proche-Orient et au Pakistan, et chez certains musulmans de Malaisie, d'Inde et du Sri Lanka.

Ces mutilations sont habituellement pratiquées à la puberté. Mais dans de nombreux pays, l'opération est pratiquée sur de jeunes enfants, et dans beaucoup d'autres sur des petites filles âgées de sept à dix ans. De plus en plus, des petites filles sont excisées jeunes, sans aucune des cérémonies traditionnelles associées à l'initiation rituelle au statut de femme. Ces jeunes femmes sont privées des organes du plaisir sexuel, soumises à d'abominables douleurs pendant qu'elles urinent, pendant les règles ou les rapports sexuels, et souffrent de complications médicales multiples pendant toute leur vie d'adulte.

Ces pratiques existent depuis des siècles, mais la plus grande partie du monde en ignorait l'existence. En 1976, l'humaniste libérale britannique Jill Tweedie écrivait dans sa rubrique du *Guardian* de Londres : « Ceux qui font cela, celles à qui cela est fait, ceux dans les pays desquels cela est fait, et ceux qui à l'extérieur savent que cela est fait, se retrouvent trop souvent dans une conspiration du silence engendrée par une combinaison étrange mais extrêmement puissante d'ignorance, de tradition, de honte, de pauvreté et de dédain de la part des intellectuels. » A la fin des années 1970, un certain nombre de féministes d'Occident ainsi que plusieurs femmes africaines déterminées ont attiré l'attention sur ces actes barbares perpé-



Une petite fille de sept ans, mutilée par une clitoridectomie rituelle. Deux millions de victimes sont mutilées chaque année.

trés contre les femmes et ont obligé des agences des Nations unies réticentes à se préoccuper de cette question.

Une vague d'émigration fuyant une pauvreté sans espoir et les convulsions sociales qu'a connues l'Afrique dans les années 1980 ont fait de cette question une réalité concrète en Europe, où des immigrants et des réfugiés africains continuent à exciser leurs enfants, soit en important une sage-femme du pays soit en y renvoyant leurs filles pour que l'opération soit pratiquée. Récemment, le refus de l'État français d'accorder l'asile politique à une Malienne de vingt-deux ans qui voulait échapper aux mutilations génitales rituelles dans son village natal a attiré l'attention de la presse internationale. Et la féministe libérale noire Alice Walker vient de publier *Possessing the Secret of Joy*, un roman (étonnamment dénué de féminisme bourgeois anti-hommes) qui décrit de façon saisissante les efforts d'une Africaine pour affronter la vie après avoir subi une mutilation

génitale. S'il est clair qu'une partie des réactions internationales à la pratique des mutilations des organes génitaux féminins a pour motifs le racisme et un moralisme hypocrite, ces pratiques constituent en elles-mêmes un acte de barbarie odieuse auquel il faut s'opposer catégoriquement et inconditionnellement.

Une pratique inhumaine

On retrouve trois formes de mutilations un peu partout dans un triangle qui s'étend de l'Égypte à la Tanzanie, à l'est, et jusqu'au Sénégal, à l'ouest. Bien qu'on les désigne souvent sous le nom de « circoncision féminine », il n'y a aucune commune mesure avec l'ablation du prépuce qui est pratiquée chez tous les individus de sexe masculin dans les sociétés musulmane et juive, et aux États-Unis. Seule la version la plus altérée de l'excision, dite *Sunna* (« tradition ») peut être à proprement parler appelée circoncision. Elle ne concerne qu'une petite

proportion des femmes, principalement dans des pays non africains. La *Sunna* peut se réduire à un simple percement du clitoris ; plus souvent, on procède à l'ablation du capuchon du clitoris.

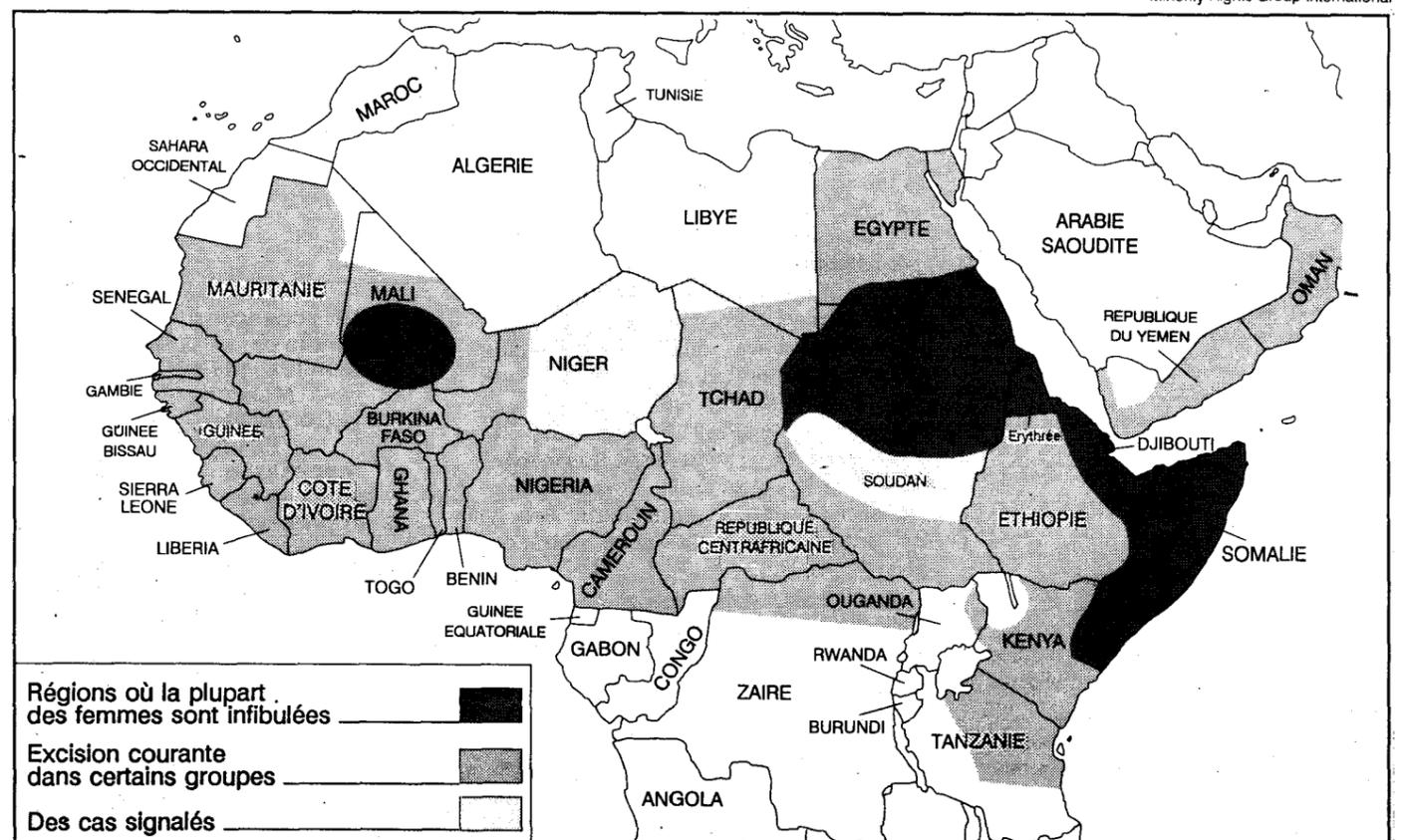
La féministe égyptienne Nawal El Saadawi, auteur de *La Face cachée d'Eve - Les femmes dans le monde arabe*, a décrit l'expérience terrifiante de sa propre excision à l'âge de six ans. Elle a aussi décrit son travail de médecin dans l'Égypte rurale des années 1950 : « Il m'arrivait fréquemment de soigner des jeunes filles qui nécessitaient des soins à domicile, souffrant de saignements abondants après une excision. Plus d'une a payé de sa vie la façon inhumaine et primitive dont était effectuée l'opération, déjà barbare en soi. D'autres souffraient d'infections graves ou chroniques, parfois pour le restant de leurs jours. »

L'excision, la pratique la plus courante en Afrique, recouvre l'incision du clitoris, et parfois son ablation, et l'ablation d'une partie ou de la totalité des petites et des grandes lèvres. Le manque d'expérience ou la mauvaise vue du praticien peuvent conduire à la perforation de l'urètre, de la vessie, du sphincter et/ou des parois du vagin. Des cicatrices chéloïdes peuvent rendre la marche difficile ; le développement de kystes dermoïdes n'est pas rare. Un rite fréquemment justifié comme garantissant la fertilité peut conduire à la stérilité.

La plupart des femmes de la corne de l'Afrique sont aussi infibulées. En plus de la clitoridectomie, ce qui reste des grandes lèvres est cousu ensemble, laissant une minuscule ouverture. Après l'opération, les jambes de la jeune fille sont attachées ensemble, des hanches aux chevilles, pendant une période qui peut atteindre quarante jours, pour permettre la formation de tissus cicatriciels. Miction et règles sont d'épouvantables calvaires : vider la vessie peut prendre jusqu'à trente minutes ; avec la rétention de l'urine et du flux menstruel, l'infection est garantie.

Pour les femmes infibulées, les rapports sexuels deviennent un fardeau pratiquement insupportable, en particulier pendant la nuit de noces. La consumma-

Minority Rights Group International



tion du mariage peut prendre des semaines, le mari devant commencer par ouvrir l'infibulation de sa femme avec les doigts, un couteau ou un sabre de cérémonie. La femme doit restée étendue, les jambes écartées, et subir des pénétrations répétées et sanglantes jusqu'à ce qu'une ouverture suffisamment grande devienne permanente. De nombreuses femmes voient la grossesse comme un moyen d'échapper à ces rapports sexuels douloureux et d'où tout plaisir est absent; cependant, l'accouchement lui-même est traumatisant. Les tissus cicatriciels sont souvent arrachés avec la sortie de l'enfant. Celles qui ont accès à l'hôpital ont besoin d'épisiotomies antérieure et postérieure. De nombreux enfants meurent ou ont le cerveau endommagé pendant la deuxième phase de l'accouchement, parce que les cicatrices épaisses empêchent une dilatation suffisante du col de l'utérus. Dans nombre de pays, la tradition exige la réinfibulation après chaque grossesse, pour assurer que les femmes restent « étroites comme une vierge ». Hanny Lightfoot-Klein, une socio-psychologue qui a passé six ans à étudier les mutilations des organes génitaux féminins au Soudan, note que les femmes non réinfibulées craignent que leur mari les quitte. Certaines prétendent préférer être réinfibulées; dans son livre *Prisoners of Ritual*, publié en 1989, elle écrit: « Resserer étroitement [la vulve] permet le plus avec ce qui reste après une excision extrême. »

Cette pratique transcende toutes les frontières nationales, religieuses et de classe. Dans les régions où elle est la norme, elle ne concerne pas juste les femmes de la brousse, mais aussi celles de l'élite petite-bourgeoise, de la bureaucratie gouvernementale professionnelle et de l'intelligentsia. Dans le nord du Soudan, toutes les femmes sont infibulées, alors que cette pratique est honnie chez les populations du sud. Parmi toutes les religions du continent - chrétiens coptes, musulmans, animistes, « juifs noirs » d'Éthiopie, populations converties au catholicisme ou au protestantisme au Nigéria - il se trouve des peuples qui continuent à pratiquer les mutilations féminines. De plus, celles-ci sont pratiquées au Burkina-Faso dans des tribus qui ont des cultures patriarcales aussi bien que matriarcales.

Prisonnières du rituel

Il existe des explications diverses et contradictoires de la tradition. Dans l'ensemble, les motifs invoqués sont le reflet des mythologies prédominantes, de l'ignorance des faits biologiques et médicaux, et de l'obscurantisme religieux. Presque toutes les références lient la coutume à la crainte de la famille que leur fille sera « impossible à marier ». Les jeunes filles non mutilées sont traitées comme des pestiférées, considérées comme « impures » ou tenues pour des prostituées; les enfants nés de femmes non excisées sont considérés dans nombre de sociétés comme des bâtards, et les organes génitaux non mutilés sont associés à la prostitution. Les femmes non mutilées sont souvent considérées comme illégitimes; elles ne peuvent pas hériter d'argent, de bétail ou de terres, et elles ne donnent pas lieu à un prix de l'épousée adéquat. Une Somalienne défendait la volonté de sa petite-fille d'être infibulée en disant que « cela ne lui ôte rien dont elle ait besoin. Si elle ne fait pas faire cela, elle va devenir une traînée. » Le père de la jeune fille, un homme d'affaires qui est allé à l'université, exprima ses doutes: « Oui, je sais que c'est mauvais pour la santé des filles. Mais je ne veux pas que ma fille me fasse des reproches plus tard, parce qu'elle n'aura pas pu trouver un mari. »

Différents groupes religieux et sociaux voient dans les mutilations génitales le seul moyen de protéger les femmes de passions et d'appétits sexuels débridés. Sir Richard Burton, ethnologue/aventurier britannique du XIX^e siècle qui a passé de nombreuses années à étudier les cultures,

les langues et la sexualité en Afrique de l'Est, écrivait que « tous considèrent que le désir sexuel chez la femme est dix fois plus grand que chez l'homme. (Ils pratiquent l'ablation du clitoris parce que, comme l'avertit Aristote, cet organe est le siège et l'origine du désir sexuel.) » Malheureusement, une bonne partie des travaux de Burton ont été détruits par sa femme dévouée, mais catholique.

La pratique de l'excision est liée de façon dominante à la virginité avant le mariage et à la fidélité après le mariage. Chez presque tous les peuples où cette pratique existe, la polygamie est la norme. Un des arguments utilisés pour justifier l'excision des femmes est qu'aucun homme ne peut satisfaire toutes ses épouses, et que donc il est pratique d'avoir des femmes qui n'ont pas de besoins sexuels. La vérité est que dans ces sociétés la plupart des hommes sont trop pauvres pour s'offrir plus d'une femme; cependant, la réalité sociale de la domination masculine dans toutes les sphères de l'existence quotidienne constitue la toile de fond des mutilations rituelles des femmes.

On ne connaît pas les origines de cette pratique monstrueuse. Si on la trouve souvent dans les pays islamiques, l'opération n'est pas prescrite dans le Coran. En l'an 742, on rapporte que le prophète Mahomet a proposé une réforme des mutilations génitales; son appel « Effleurez et n'épuisez point » a été compris comme une injonction à ne pratiquer que l'excision *Sunna*, qui est aujourd'hui la norme en Égypte. Alors que les intégristes musulmans imposent aux femmes des conditions brutalement médiévales, avec la réclusion à la maison et le voile étouffant, seulement un sur cinq des 600



Combattantes du Front populaire de libération de l'Erythrée. La lutte de guérilla érythréenne contre la domination éthiopienne a ébranlé les normes sociales traditionnelles et fait reculer la pratique de l'infibulation.

millions de musulmans pratique des mutilations des organes génitaux féminins.

Il est clair que les mutilations génitales remontent à l'antiquité. L'historien grec Hérodote rapporte qu'au V^e siècle avant J-C, l'excision féminine était pratiquée par les Égyptiens, les Phéniciens, les Hittites et les Éthiopiens. Les Soudanais appellent l'infibulation « excision pharaonique »; mais en Égypte, on l'appelle « excision soudanaise », ce qui montre l'incertitude quant aux origines de cette pratique.

On a découvert que des mutilations génitales rituelles, sous des formes variées, ont existé à différentes époques chez différents peuples de tous les continents. Tout à fait indépendamment de la tradition de l'Afrique sub-saharienne, l'infibulation était pratiquée par les Conibos du Pérou. Les autochtones australiens pratiquaient autrefois l'introcision, un élargissement de l'orifice du vagin. Les anthropologues s'accordent à penser que les mutilations féminines ont existé uni-

Malade du sida en Ouganda. Dans de nombreuses villes de l'est et du centre de l'Afrique, plus de 10% des jeunes adultes sont contaminés. La pandémie du sida alourdit le fardeau de la pauvreté et de l'arriération, sous le joug du marché mondial impérialiste.



quement dans des sociétés qui pratiquent aussi la circoncision masculine, généralement dans des cultures où la différenciation sexuelle est fortement marquée dès l'enfance. De ce fait, certains pensent que la pratique de l'excision visait originellement à accentuer la différence entre hommes et femmes à la puberté. Les Bambaras du Mali, par exemple, croient que tous les individus naissent avec des caractéristiques mâles et femelles; l'excision ôte à la jeune fille son « élément masculin », tandis que la circoncision retire aux garçons leur « élément féminin ».

Ce rituel est la norme dans une zone qui s'étend au sud du Sahara et au nord de la limite des forêts; ceci correspond en général avec la partie de l'Afrique où, comme les terres ne manquaient pas, on avait jadis besoin des femmes et des

reproductrices. La pratique de l'excision est seulement un peu moins courante aujourd'hui dans les villes. Au cours des siècles, elle est devenue une coutume bien ancrée, que l'on ne remet pas en cause. Dans *Prisoners of Ritual*, Lightfoot-Klein réfléchit sur ces pratiques misogynes, les décrivant comme simplement « une donnée de sa vie, exactement comme les rigueurs de l'existence, la pauvreté, le manque d'eau et de nourriture, le travail éreintant, la chaleur accablante, les tempêtes de sable, les maladies qui rendent infirme, la douleur que l'on ne peut soulager, et mourir jeune sont des données de sa vie ». Quelles que soient les raisons invoquées pour mutiler des millions de jeunes filles, quelles que soient les origines de ces pratiques il y a des siècles de cela, les mutilations des organes génitaux féminins sont aujourd'hui un symbole terrible de l'oppression sexuelle, sociale et économique multiforme des femmes.

Colonialisme, nationalisme et réalité sociale

Les tentatives pour éradiquer les mutilations des organes génitaux féminins en Afrique sont anciennes; elles remontent au moins au XVI^e siècle, quand des missionnaires sont arrivés pour la première fois sur le continent. Les gouvernements coloniaux britanniques et certains États africains indépendants adoptèrent des lois contre ces pratiques. Au cours de la dernière décennie, ces efforts se sont intensifiés, en particulier après que les Nations unies eurent proclamé leur soutien aux nombreuses organisations non gouvernementales qui combattent les mutilations rituelles dans les différents pays d'Afrique. Actuellement, 20 pays sur les 28 où la pratique de l'excision existe l'ont interdite; des programmes éducatifs, en particulier dans le domaine médical, ont été mis sur pied dans certaines régions.

Mais dans l'ensemble, ces efforts n'ont pas été couronnés de succès. Pour commencer, tout le processus est lié à la question de la sexualité. Les coutumes et les tabous sexuels touchent au plus profond de l'être; le fait d'en discuter, sans parler de les remettre en cause, provoque les angoisses et les peurs les plus sombres. En outre, ces rites jouent un rôle significatif dans les lignages familiaux et dans les relations tribales au sein du village. Triste ironie du sort, la pratique de l'excision est défendue le plus jalousement par les femmes elles-mêmes. Les vieilles sage-femmes, qui constituent une couche puissante dans la structure sociale villageoise, dépendent pour leurs ressources des revenus qu'elles tirent de ces opérations. Dans une société où il n'y a pas de droits et peu de privilèges, les anciennes traditions considérées comme faisant partie du « domaine des femmes » sont souvent le seul moyen d'exercer un pouvoir auquel une femme peut accéder. Et surtout, les mutilations sexuelles féminines sont liées de façon tellement étroite aux réalités économiques et sociales de la vie quotidienne que leur éradication exige une transformation fondamentale des

Excision...

Suite de la page 9

sociétés où elles existent.

Au XVI^e siècle, quand des missionnaires jésuites sont arrivés en Abyssinie (l'Éthiopie actuelle), ils ont essayé de mettre fin aux mutilations rituelles chez les convertis. Mais les hommes refusèrent d'épouser des femmes non excisées, et les conversions cessèrent. Sur injonction expresse du pape, l'Église, « préférant les âmes aux organes sexuels » (comme le dit si bien Benoîte Groult dans son livre *Ainsi soit-elle*), donna son aval à la pratique de l'excision comme « médicalement nécessaire ». Fran Hosken, une féministe américaine qui a contribué à attirer l'attention internationale sur les mutilations féminines, rapporte que depuis cette époque toutes les missions catholiques autorisent que l'excision soit pratiquée sur les filles de convertis. Aujourd'hui, des médecins missionnaires pratiquent même l'opération dans des hôpitaux africains.

À la fin des années 1930, les missionnaires presbytériens écossais au Kenya essayèrent de refuser l'accès à l'église à toute fille excisée. Les tribus Kikouyu ripostèrent en fondant des églises et des écoles indépendantes, qui existent encore aujourd'hui. Après que la femme d'un missionnaire blanc eut été enlevée et mutilée, l'Église d'Écosse abandonna sa campagne pour l'abolition du rite de l'excision. Jomo Kenyatta, l'idole des libéraux panafricanistes, approuvait les mutilations génitales comme une forme de résistance nationaliste à la domination coloniale européenne (et les fit subir à ses propres filles, dans un hôpital). En 1938, il écrivait dans *Au pied du mont Kenya* : « Pas un Kikouyu digne de ce nom ne souhaite épouser une fille non excisée [...]. La clitoridectomie [...] est une mutilation corporelle considérée, en quelque sorte, comme la condition "sine qua non" pour recevoir un enseignement religieux et moral complet. » Bien que l'actuel président kenyan, Daniel Arap Moi, ait interdit la pratique de l'excision en 1982, les personnels de santé ont noté une recrudescence des mutilations dans les centres urbains, chez les femmes éduquées - un phénomène lié au chaos économique grandissant et à une réaction contre l'indépendance accrue des femmes.

Sous le condominium anglo-égyptien, le Soudan a interdit les mutilations génitales en 1946. Cette loi a simplement repoussé la pratique de l'excision dans la clandestinité ; un nombre accru de femmes circoncent leurs filles à un plus jeune âge, ce qui provoque de nombreux décès. Lightfoot-Klein écrit qu'en réaction à cette loi les intégristes musulmans ont mené une campagne d'agitation politique contre la tutelle coloniale. Des émeutes antigouvernementales ont succédé aux poursuites judiciaires engagées contre une exciseuse traditionnelle dont la cliente était morte. Depuis lors, aucune poursuite n'a plus été intentée aux termes de cette loi. En 1974, 18 ans après l'indépendance, le Soudan adoptait sa propre loi interdisant l'infibulation, mais autorisant la clitoridectomie. Le résultat le plus notable a été le refus des femmes d'amener leurs filles à l'hôpital en cas de complications suite à une excision.

Étant donné que les mutilations génitales sont une pratique largement acceptée, très peu de dirigeants africains ont tenté de faire appliquer une législation les réprimant, même quand de telles lois existent. Sachant que les mesures légales, à elles seules, ne mettront pas fin à la pratique de l'excision, les groupes internationaux et les agences non gouvernementales ont concentré leurs efforts pour demander à l'ONU et à l'Organisation mondiale de la santé davantage de programmes éducatifs qui insistent sur les conséquences médicales des mutilations.

Toutes choses égales par ailleurs, il vaut probablement mieux que les Nations unies dépensent leurs ressources pour

l'éducation et la diffusion des connaissances médicales parmi les populations du tiers monde, plutôt que pour remplir le rôle pour lequel elles existent : défendre les intérêts économiques et militaires des puissances impérialistes sur cette planète. Mais espérer de ces agences qu'elles provoquent un changement dans la condition des femmes d'Afrique, c'est pire qu'utopique : l'ONU vient juste de servir de couverture pour le massacre de 100 000 hommes, femmes et enfants irakiens par les États-Unis ; les USA ont ainsi démontré qu'ils avaient la puissance de feu et la brutalité nécessaires pour détruire un État client des Soviétiques au Proche-Orient, une région qui, de par ses richesses pétrolières, possède une grande valeur pour l'impérialisme américain. Accessoirement, la guerre du Golfe a assuré la pérennité du pouvoir des cheiks de la famille royale saoudienne, qui considèrent les femmes comme du bétail, comme des êtres trop inférieurs pour se mêler aux hommes en public et qui ne sont même pas autorisées à conduire une automobile. De toute manière, les organi-



Carol Beckwith/Angela Fisher

Mutilations rituelles en vue d'augmenter l'attrance sexuelle: disque labial en Éthiopie, élongation du cou en Birmanie.

sations de l'ONU ont annoncé suffisamment clairement leurs intentions en ce qui concerne les mutilations féminines. En 1958, une sous-commission de l'ONU avait demandé à l'Organisation mondiale de la santé de s'occuper du problème ; celle-ci avait refusé avec l'argument que la nature « culturelle » de ces opérations rituelles les plaçait en dehors de sa compétence. Ni l'une ni l'autre de ces organisations ne fit absolument rien pendant 20 ans. Ensuite, poussées par des humanistes dévoués en Afrique et en Occident, elles entreprirent d'organiser... des conférences.

Il est indéniable qu'il y a en Afrique un besoin désespéré d'éducation, à tous les niveaux ; c'est certainement une des premières choses qu'une révolution sociale victorieuse chercherait à mettre en place. Mais dans les conditions de pauvreté et d'arriération qui sont l'héritage de la domination coloniale, renforcées par les despotes africains et exacerbées par les divisions tribales, on est loin de la possibilité de fournir même les rudiments de l'instruction. Ce n'est pas simplement donner un alibi aux responsables gouvernementaux que de dire qu'ils ne peuvent pas se colleter avec le problème des mutilations féminines quand la plus grande partie de la population meurt de faim. Pendant une bonne partie de la dernière décennie, les pays d'Afrique centrale ont vu leur taux de mortalité infantile augmenter tandis que les rations alimentaires, la santé et l'alphabetisation de leurs populations reculaient, tout cela étant encore aggravé par le développement rapide de l'épidémie du sida. D'après la Banque mondiale, le revenu moyen des pays africains a diminué de

25 % au cours des dix dernières années. Entre 1980 et 1987, la valeur des exportations de l'Afrique a chuté de 45 %, mais rien qu'en 1986-87 un milliard de dollars a été payé au FMI. Avec la fin de la guerre froide, le peu d'aide que l'Afrique recevait de l'Occident impérialiste a été supprimé.

La Somalie est un exemple frappant. Comme l'explique l'édition 1992 de la brochure *Female Genital Mutilation: Proposals for Change* du Minority Rights Group, l'Organisation démocratique des femmes de Somalie avait lancé un projet éducatif et commencé à former du personnel religieux et paramédical pour une campagne antimutilation en langue somalienne (qui n'est écrite que depuis vingt ans). Elle avait reçu le soutien technique d'une organisation des droits de l'homme italienne, et au moins l'approbation morale du gouvernement somalien. Mais fin 1991, un soulèvement tribal renversait le parti au pouvoir, et l'infrastructure technique du projet était détruite.

Depuis de nombreuses années, le Soudan est déchiré par une guerre entre



Jorden Bish

le nord musulman, qui détient le pouvoir, et les tribus chrétiennes/animistes du sud. Récemment, le journal *Independent* de Londres a fait état d'une scission entre les deux factions de l'opposition dans le sud : « Les habitants survivants de Bor et Kangor - estimés à 33 000 par le recensement de 1983 - ont fui vers l'est dans un marais, mais des centaines de femmes et d'enfants ont été enlevés en cours de route. Les femmes sont là-bas une marchandise de valeur : une femme volée est une femme bon marché et peut économiser au ravisseur les 30 ou 40 têtes de bétail qu'il aurait dû payer pour prix de l'épousée. » Ce n'est pas une atmosphère propice à des efforts d'éducation sur les droits des femmes. Efuia Dorkenoo, co-auteur du rapport du Minority Rights Group et directrice de FORWARD (un groupe d'aide aux femmes africaines qui est en Grande-Bretagne) rapporte que du fait de la guerre civile et du fait que les intégristes islamiques imposent leurs traditions aux peuples non musulmans du sud, les mutilations féminines sont maintenant pratiquées dans les tribus Nuer et Dinka, où elles étaient auparavant inconnues.

La lutte en Érythrée apporte des avancées sociales aux femmes

Il est particulièrement frappant que la seule région d'Afrique où certains succès semblent avoir été remportés dans le combat contre les mutilations des organes génitaux féminins est l'Érythrée, une bande de terre baignée par la mer Rouge qui possédait une classe ouvrière petite mais d'extraction locale, avant que celle-ci ne soit détruite en 1958 par les troupes éthiopiennes soutenues par les États-

Unis. Vingt-huit ans de guerre de libération nationale menée par l'Érythrée contre l'Éthiopie ont brisé les traditions culturelles, détruit les cadres de la vie villageoise normale et contraint à l'intégration des femmes dans la vie sociale. Le Ghebreab, présidente de l'Union nationale des femmes érythréennes, expliquait les effets de cette situation sur le statut des femmes : « Quand une femme faisait la preuve qu'elle était une combattante valeureuse au front, elle pouvait revenir dans son village avec de l'autorité. Les hommes devaient l'écouter. Elle pouvait influencer d'autres femmes. »

L'Érythrée se trouve dans la corne de l'Afrique, où dans le passé 90 % des femmes étaient infibulées. Approximativement 20 % d'entre elles meurent en couches, souvent du fait de l'obstruction du col de l'utérus par des tissus cicatriciels. Avant la guerre civile, il n'était pas permis aux femmes de posséder des terres ou d'aller à l'école. Les mariages d'enfants et la polygamie étaient pratiqués courants. Un homme pouvait divorcer simplement en jetant sa femme dehors ; le divorce était rarement accordé à une femme, parce qu'il exigeait de sa famille qu'elle rende le prix de l'épousée. Les femmes étaient exclues de la vie politique villageoise. Celles qui travaillaient hors de chez elles le faisaient dans des usines de textile et de produits alimentaires à capitaux israéliens ou italiens, pour des salaires inférieurs de moitié à ceux des hommes.

Les femmes ont commencé à participer aux combats en 1973. Le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) compte dans ses rangs 30 % de femmes ; la moitié d'entre elles ont servi en première ligne. Ces combattantes ont inscrit dans la constitution du FPLE des droits pour les femmes y compris « des lois progressistes sur le mariage et la famille » et « les pleins droits et l'égalité avec les hommes en politique ». Il est interdit aux femmes du FPLE de rejoindre des mariages polygames et de permettre que leurs filles soient mutilées. Des mariages entre musulmans et chrétiens, traditionnellement inconcevables, sont maintenant assez courants. L'Union nationale des femmes érythréennes a concentré ses efforts pour éduquer les femmes sur les dangers que l'infibulation représente pour la santé. Cependant, comme l'admet une sage-femme formée par les guérilleros, convaincre les femmes d'abandonner la tradition « est un travail difficile » ; si les femmes insistent, elle procède à l'opération de façon « hygiénique ». L'effondrement récent de la dictature militaire en Éthiopie n'a pas non plus aidé la cause de la libération érythréenne. Le nouveau régime « démocratique » d'Addis-Abeba a déjà fait machine arrière en ce qui concerne son soutien à l'indépendance de l'Érythrée, tandis que les guérilleros de la province voisine du Tigré sont viscéralement hostiles à la perspective d'un État érythréen séparé. Avec ces conflits ethniques multiformes, des régions entières ont été vidées de leurs habitants et les survivants ont été réduits à la famine ; la menace plane de tragédies que les statistiques seront impuissantes à décrire.

Mais même si elle se réalise, la libération nationale ne suffira pas à assurer des droits réels ou durables pour les femmes. Cela a été démontré de façon saisissante en Algérie, avec les huit années de guerre pour l'indépendance contre le pouvoir colonial français. De nombreuses femmes avaient combattu dans le FLN, tant comme auxiliaires que comme combattantes, et le manifeste de la « révolution » algérienne avait promis en termes vagues l'égalité formelle. En 1962, les combattants du FLN, dont une majorité de paysans, avaient conquis la libération contre la France, mais ils n'avaient pas détruit le capitalisme. Le pouvoir colonial fut remplacé par une bourgeoisie indigène, qui tenait les femmes à l'écart de la politique et leur déniait le droit à une éducation supérieure. Le FLN avait utilisé cynique-

Suite page 14

La ségrégation raciste perpétue les mutilations rituelles en France

De nombreux cas de mutilations des organes génitaux féminins ont été signalés dans toute l'Europe, à un moment où la destruction des économies et les conflits interethniques en Afrique poussent des milliers de gens, dont la plupart n'ont pas rompu avec leurs coutumes ancestrales, à fuir vers le nord. Alors que c'est en France et en Grande-Bretagne que le phénomène est le plus constaté, on a signalé des cas également aux Pays-Bas, en Allemagne, en Suède, en Norvège, en Finlande et en Italie. Souvent, plusieurs familles immigrées mettent en commun leurs ressources pour payer le voyage d'une « exciseuse » depuis leur pays pour qu'elle vienne accomplir en même temps le rite sur toutes leurs filles. Ceux qui en ont les moyens renvoient leurs filles dans leur pays d'origine pour assurer que les mutilations soient faites. Il y a aussi de nombreuses histoires tragiques de parents immigrés, opposés eux-mêmes à ces pratiques, rendant visite à leur famille, qui enlève les filles pour les exciser.

Selon la conférence organisée en juillet 1992 par FORWARD « Sur les mutilations sexuelles féminines dans les pays occidentaux », des milliers de femmes infibulées vivent aujourd'hui en Amérique du Nord. Aux Etats-Unis, où le gouvernement et le personnel de santé ne reconnaissent pas l'existence de cette pratique, beaucoup craignent de se faire soigner par des médecins qui n'ont aucune connaissance des complications médicales qu'elle entraîne. Et cette opération ne se fait pas toujours en cachette : jusqu'à ce qu'une loi contre les mutilations soit promulguée en 1985 en Angleterre, les immigrés les plus nantis y faisaient pratiquer cette opération par des médecins de Harley Street, qui demandaient entre 800 et 1700 livres sterling [entre 8 000 et 17 000 francs] par intervention. Il y a maintenant un mouvement pour légaliser la « circoncision Sunna » en Hollande.

Toutefois, lorsque des immigrés d'Afrique viennent aux Etats-Unis ou en Europe, ils ne tirent plus leur maigre subsistance de la campagne. Ils deviennent des travailleurs salariés d'une économie industrielle, en étant en même temps horriblement opprimés et surexploités. L'excision perd ainsi sa principale fonction socio-économique. Même si les classes dirigeantes de ces pays ne se font guère les défenseurs de la libération des femmes (comme en témoignent actuellement les attaques contre le droit à l'avortement), les femmes dans la société bourgeoise ont certains droits légaux formels, comme le droit de vote ou d'épouser qui elles veulent. A la différence des traditions les plus sacrées de toutes les sociétés agraires patriarcales, la loi bourgeoise stipule que les parents n'ont pas le droit de vie ou de mort sur leurs enfants, ni le droit de faire d'eux ce qu'ils veulent. Ces valeurs sociales sont répandues dans toutes les classes de la société bourgeoise, et les mutilations sexuelles féminines ne seront probablement pas tolérées très longtemps.

Cela jette les bases, à l'extérieur du continent africain, pour extirper cette pratique. Cela n'est pourtant pas un processus automatique. Au moment où les capitalistes essaient de dévoyer la lutte de la classe ouvrière contre une surexploitation accrue afin de freiner la récession mondiale, les préjugés racistes sont consciemment et violemment encouragés. Ainsi, les réactions racistes agissent



A droite : manifestation contre l'expulsion des 101 Maliens à Paris, en 1986. Ci-dessus : Aminata Diop, qui a fui le Mali pour échapper à l'excision, s'est vu refuser le statut de réfugiée par Mitterrand.



Granveaux Collectif

contre la nécessaire intégration sociale des immigrés africains. Les lois interdisant cette pratique – et qui ne sont sur le papier rien de plus qu'une simple affirmation de l'intégrité des organes sexuels de l'être humain – sont appliquées d'une manière complètement raciste et antidémocratique. Ainsi, ce qui devrait être un simple processus d'intégration devient une question lourde d'implications pour les libertés civiles et l'égalité raciale.

« L'excision en procès »

La question est posée de façon particulièrement claire en France, où vit une large population immigrée bien établie,

cin chez qui il avait amené sa fille de trois mois pour une hémorragie survenue après l'excision qu'il avait lui-même pratiquée. Le procès fut reporté pendant 27 mois durant lesquels le tribunal a cherché à faire faire une « expertise médicale ». La presse bourgeoise fit grand cas de ce « procès de l'excision » mais Doukara fut condamné par le tribunal à un an de prison avec sursis. Ce faisant, le tribunal établissait une hiérarchie bidon des mutilations : parce qu'il n'avait pas infibulé sa fille, l'acte de Doukara fut rangé dans la catégorie des ~~fautes~~ *fautes* sévères. Pendant tout son déroulement ce fut un procès à spectacle avec des prises de position hypocrites, la cour prétendant que l'on

interprète, en bambara et la sage-femme en soninké, mais le reste des débats se déroulait en français : de façon véritablement chauvine, personne ne s'inquiétait de traduire pour les accusés. Comme Doukara (qui avait déclaré dans sa déposition que « c'est une coutume de mon pays [...] Tous les Africains qui ont une fille font ça »), les Koulibaly n'avaient pas idée qu'ils faisaient quelque chose de mal et ne savaient pas que c'était un crime en France. Claude Meillassoux, un ethnologue qui s'était rendu chez les Koulibaly et avait témoigné au procès, expliquait que leur appartement était très propre, mais qu'ils campaient là, qu'ils étaient encore en Afrique. Le jury prononça une peine de cinq ans de prison avec sursis et deux ans de mise à l'épreuve pour les parents, et cinq ans de prison ferme pour celle qui avait pratiqué l'opération et en avait tiré profit. Les déclarations de l'Etat français comme quoi il se préoccuperait du sort des enfants immigrés sont des mots creux. Quelques mois seulement avant le verdict du procès Koulibaly, une jeune Malienne de 22 ans se vit refuser l'asile politique en France. Aminata Diop avait échappé à la mutilation sexuelle parce qu'elle habitait dans la capitale malienne chez une de ses tantes. A l'occasion d'un mariage arrangé avec le fils d'un ami de son père, elle devait être excisée. Mais Aminata Diop avait vu mourir une amie trois jours après la même opération et refusa de la subir. Son père la battit sauvagement lorsqu'elle fit appel à lui. Elle s'échappa en France et demanda un statut de réfugiée conformément à la convention de Genève. On l'accusa d'avoir menti parce qu'avec son statut économique (elle possédait une mobylette !) il était « incroyable » qu'elle n'ait pas été libre de ses actes et aussi parce que le Comité français pour l'abolition des mutilations sexuelles lui était venu en aide. La commission qui avait rejeté sa demande l'informa que la mutilation des organes génitaux n'était pas une violation de la convention de Genève. En 1991, la commission d'appel des réfugiés recula et reconnut la mutilation sexuelle comme une forme de persécution. Diop cependant se vit refuser à nouveau le statut de réfugiée ; on lui dit de demander la protection du gouvernement malien !

L'avocate de Diop, Me Linda Weil-Curiel, déclarait à des camarades de la LTF que l'excision était vue par le gouvernement français comme un « problème culturel » plutôt que comme un crime. Ce

Suite page 15



Le Bolchévik

La grève des nettoyeurs du métro parisien en 1989. Dans leur immense majorité originaires d'Afrique noire ou du Maghreb, ils refusaient les salaires de misère, des conditions de travail épouvantables et les diktats d'un employeur raciste.

attirée des anciennes possessions coloniales françaises par l'espoir d'acquiescer un niveau de vie plus élevé. Dans le même temps, il existe en France un mouvement fasciste qui trouve un soutien grandissant dans le contexte d'une classe ouvrière historiquement combative mais qui se voit empêchée de lutter et de gagner contre le capitalisme par le front populaire du président social-démocrate Mitterrand.

Il n'y a pas en France de loi contre la mutilation des organes génitaux féminins, mais en 1980 l'Etat a poursuivi Foussayni Doukara, un éboueur malien qui habitait dans la banlieue parisienne, en vertu de l'article 312 du code pénal, pour « coups et blessures sur un enfant de moins de quinze ans par son ascendant légitime ». Doukara avait été dénoncé par le méde-

n'avait jamais entendu parler de mutilations des organes génitaux en France et que les immigrés africains salissaient une culture sans tache. Le procès devint un spectacle de chauvinisme français avec une bonne dose d'excitation voyeuriste à propos de la « sexualité » africaine.

Cinq ans plus tard, Sory et Sémité Koulibaly, un couple malien, et Aramata Keita, la sage-femme qu'ils avaient fait venir pour exciser leurs six filles furent inculpés en vertu de chefs d'accusation similaires. Il fallut deux ans à un tribunal correctionnel pour se déclarer incompétent pour juger l'affaire. En 1990, lorsque le cas fut porté devant la cour d'assises, le délit dont ils étaient accusés fut transformé en crime et les Koulibaly furent de ce fait rétroactivement jugés. Les parents s'exprimaient, par l'intermédiaire d'un

Maastricht...

Suite de la page 1

et la montée des nationalismes antagonistes; enfin, contre les brigands impérialistes rivaux d'Amérique et du Japon à qui il faudra disputer de plus en plus âprement les nouveaux marchés de l'Est et, comme au temps de Lénine, protéger les chasses gardées coloniales et néocoloniales « traditionnelles » des puissances européennes. Pour ce faire, le traité de Maastricht prévoit d'ailleurs des dispositions spécifiques aux colonies françaises (pudiquement baptisées « régions ultrapéripériques de la communauté »), où franc français et « franc CFP » continueront à avoir cours malgré l'« union monétaire ».

Comme nos camarades du Dublin Spartacist Youth Group l'ont fait lors du référendum sur le traité de Maastricht le 18 juin dernier en république d'Irlande, nous appelons les travailleurs à voter « non » au référendum du 20 septembre en France. Nous appelons aussi à voter « non » eu égard au caractère nécessairement plébiscitaire de ce référendum, sachant qu'une victoire du « non », en fragilisant un peu plus ce régime antiouvrier, anti-immigrés et antisoviétique, ouvrirait une brèche où la classe ouvrière pourra s'engouffrer.

A la différence des dirigeants soi-disant « communistes » du PCF et des charlatans pseudo-trotskyistes de la LCR, de LO et du PCI-PT, nous n'avons jamais appelé à voter ni soutenu en aucune manière l'alliance de collaboration de classes menée par Mitterrand. Nous luttons pour un gouvernement ouvrier, basé non sur des combinaisons électorales mais sur des organes du pouvoir ouvrier nés de la mobilisation extra-parlementaire du prolétariat; celle aussi de l'unité révolutionnaire des prolétariats d'Europe contre les projets réactionnaires de « leur » bourgeoisie, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Pour avancer dans cette voie, la tâche la plus urgente est de balayer l'obstacle que constituent les directions réformistes et chauvines de la classe ouvrière, qui enchaînent les travailleurs au char de « leur » bourgeoisie, et de construire l'état-major révolutionnaire et internationaliste dont les ouvriers de ce pays ont besoin: un parti léniniste-trotskyiste.

Réactions nationalistes à l'« Europe de Maastricht »

Pour les gouvernements qui y ont recours, une des vertus majeures des référendums et des plébiscites est qu'il est impossible de distinguer dans la masse indistincte des « non » ceux qui sont contre pour des raisons diamétralement opposées. Outre les internationalistes révolutionnaires, on y trouve des réformistes comme le PCF ou les « gauches » du Parti travailliste britannique, des nationalistes de tout poil, des fractions de la bourgeoisie qui préfèrent les Etats-Unis à l'Allemagne (particulièrement en Grande-Bretagne), une partie de la bourgeoisie allemande qui craint pour la solidité de son précieux deutschemark et refuse de payer pour les « paniers percés » de la CEE, ceux des capitalistes

français qui craignent d'être écrasés par les trusts allemands ou estiment que l'Europe de Maastricht est insuffisamment protectionniste (Calvet), les cléricaux-réactionnaires irlandais antiavortement, et bien sûr les fascistes.

Sa haine anticommuniste rendue « respectable » par les campagnes antisoviétiques virulentes menées depuis son arrivée au pouvoir par la social-démocratie miterrandienne, le Front national, le mouvement fasciste le plus important du monde capitaliste « avancé », avait jusqu'ici prospéré principalement sur le fumier du

de la réaction nationaliste à Maastricht rend encore plus pernicieuse et plus néfaste la campagne social-chauvine lancée par la direction du Parti communiste contre Maastricht. Car si elle dénonce bien, à juste titre, les attaques qui se préparent contre les droits des travailleurs, la propagande du PCF ajoute aussitôt: « En tête de ces droits, il y en a un. Sûrement le plus précieux d'entre tous. Celui pour lequel le peuple français a versé, trop souvent, son propre sang. C'est la souveraineté nationale. "Liberté des libertés, elle est, soulignait Francis Wurtz



Der Spiegel

En se rendant à Sarajevo le 28 juin, Mitterrand a joué les éclaireurs pour une intervention impérialiste dans les Balkans.

racisme dirigé contre les travailleurs d'origine maghrébine ou africaine et leurs enfants. Mais ce racisme anti-« immigrés » sert aussi de plus en plus d'exutoire à la frustration chauvine née de l'impuissance visible de l'impérialisme français face aux humiliations infligées par l'« allié » américain (guerre du Golfe) et à la montée en force de l'« ennemi héréditaire » allemand.

Aujourd'hui, les fascistes ont saisi avidement l'occasion du référendum sur Maastricht pour se présenter aux yeux des éléments racistes et apeurés de la petite-bourgeoisie (et aussi de couches arrières du prolétariat) comme la seule alternative national-réactionnaire crédible, face à un régime Mitterrand corrompu et discrédité et à une droite parlementaire empêtrée dans ses querelles intestines.

C'est dans la rue que la classe ouvrière doit dès aujourd'hui, résolument, se mobiliser pour mettre hors d'état de nuire cet ennemi implacable et déterminé, en ralliant autour d'elle toutes les victimes désignées de ces tueurs à gage du capital. Il faut des mobilisations ouvrières-« immigrées » de masse, basées sur les syndicats, pour chasser des rues et écraser la racaille fasciste! Pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés » et leur famille!

De « Produisons français » à « Produisons européen »

La présence d'un fort mouvement fasciste bien décidé à faire ses choux gras

dans son rapport lors du dernier comité central du PCF, la garantie que notre peuple est libre de ses choix." Ce droit-là ne se négocie pas. Il appartient au peuple souverain [...]. Les communistes sont farouchement attachés à la souveraineté nationale » (l'Humanité, 6 juin). Mais dans une puissance impérialiste comme la France, « défense de la souveraineté nationale », « nationalisme » et « patriotisme » ne signifient rien d'autre que la défense des profits, des marchés et des sphères d'influence du capital « national » – la négation complète de ce qu'être un communiste digne de ce nom veut dire.

Après avoir proclamé sur tous les tons, à l'automne dernier, qu'elle n'avait plus rien à voir de près ni de loin avec la bureaucratie soviétique en pleine déroute et avec l'URSS en général, après avoir lancé une écœurante campagne de propagande anti-immigrés, cassé la grève de Renault-Cléon et abandonné à leur sort les dockers CGT face à un gouvernement et à un patronat déterminés à démanteler leurs acquis – tout cela pour donner à la bourgeoisie française de nouveaux gages de sa servilité –, la direction du PCF tente aujourd'hui désespérément de séduire une aile de la bourgeoisie avec son programme d'une France capitaliste protectionniste, à l'enseigne de « Produisons français ». De temps en temps, le PCF livre une version « européanisée » de son protectionnisme: « On nous dit parfois: "Avec l'Europe de Maastricht, on pourra tenir tête aux Etats-Unis et au Japon." Si c'était le cas, nous serions pour » (l'Humanité, 17 juin). Mais protectionnisme français ou « européen », il s'agit dans les deux cas d'amener traîtreusement les travailleurs à défendre les intérêts de « leurs » capitalistes, au bout du compte jusque dans une troisième guerre mondiale où ils s'entre-tueront avec leurs frères de classe d'Allemagne, des Etats-Unis, du Japon ou d'ailleurs. Décidément, le PCF n'est pas un endroit pour un communiste!

Les oppositionnels sociaux-démocrates à Marchais dans le PCF, qui sont derrière Philippe Herzog, expliquent que puisque l'Europe du capital est inévitable, la seule solution est de faire de la collaboration de classes au niveau européen, à l'enseigne de l'« Europe sociale » et/ou de la « renégociation » des accords de Maastricht Evidemment, ce « réformisme

européen » ne pourrait apporter aucune amélioration réelle à la condition des travailleurs du Marché commun. Bien au contraire, il ne serait qu'un moyen plus perfide de les soumettre aux diktats des maîtres du capital.

Chevènement ou l'art de construire une coalition de collaboration de classes

Il est frappant de constater à quel point Jean-Pierre Chevènement et ses partisans jouent depuis des mois un rôle charnière dans toutes les manœuvres visant à construire une « alternative de gauche » au régime discrédité de Mitterrand, en même temps que par son chauvinisme il sert de « pont » entre une aile de la social-démocratie et les démagogues réactionnaires opposés à l'« abandon national » de Maastricht. Comme son maître Mitterrand – qui avait réussi le tour de force de se construire une stature d'« homme de gauche » tout en continuant à cultiver de solides amitiés de droite et d'extrême droite – Chevènement a compris depuis longtemps que tout l'art d'un bon bâtisseur de coalitions de collaboration de classes est précisément de savoir se rendre « crédible » aussi bien d'une fraction de la bourgeoisie que d'une partie du mouvement ouvrier. Enchaîner le prolétariat à la bourgeoisie est le rôle que visent à jouer de telles coalitions, et qu'ont joué effectivement les fronts populaires et autres Union de la gauche.

C'est ainsi que pendant la meurtrière expédition impérialiste contre l'Irak, les chevènementistes ont été le pivot d'une coalition « antiguerre » de cette nature qui liait une fraction du PS, le PCF et une partie de l'« extrême gauche » à la fraction de la bourgeoisie et de l'état-major qui refusait de se laisser entraîner en position de supplétifs dans une « guerre américaine ».

Le rôle actuel de Chevènement et de ses acolytes est parfaitement similaire. Pendant que les jeunes Turcs du chevènementisme tiennent le bout gauche de la chaîne syphilitique de la coalition de collaboration de classes « anti-Maastricht » dans les combinaisons sans cesse renouvelées des Herzog et des Krivine, Chevènement tient le brin de droite d'une main ferme, avec laquelle il applaudit bruyamment à l'Assemblée les discours-fleuves contre Maastricht du réactionnaire Séguin – lequel s'accoquine à son tour avec le peu ragoûtant Pasqua.

Le rôle de candidats entremetteurs pour une nouvelle alliance de collaboration de classes est actuellement tenu par les losers professionnels de la LCR. Ceux-ci sont entrés en piste avec un programme « européen » explicitement social-démocrate, comme l'affirme sans détours la résolution adoptée le 20 avril par le comité central de la LCR, et qui ne mentionne même pas une fois ne serait-ce que le mot socialisme: « Nous sommes pour une Europe sociale qui, au lieu d'écraser les droits sociaux par la loi du marché les harmonise par le haut, en prenant pour référence ce qu'il y a de plus avantageux [...]; pour une Europe qui généralise la semaine de trente-cinq heures, qui tende à un salaire minimum unifié de mille écus [...] » (Dossier Rouge n° 42, juin). Mille écus, mon bon prince, ces terribles « révolutionnaires » n'exigeront rien de moins! Ce « programme » montre à quel point leur « non » à Maastricht est vide de sens puisqu'au fond ils demandent simplement une renégociation du traité.

Partisans d'une Europe capitaliste plus « démocratique » et plus « sociale », les dirigeants de la LCR en appellent tout naturellement aux brigands impérialistes de la CEE pour que ceux-ci viennent « secourir » les populations de la Yougoslavie déchirée par la guerre civile. Déjà, en décembre 1991, nous notions: « La LCR [...] demande implicitement une intervention du chef de l'impérialisme français en Yougoslavie » (le Bolchévik



Propagande xénophobe obscène du PS. Machine de guerre économique contre les USA et le Japon, l'Europe de Maastricht est un pas vers une troisième guerre mondiale inter-impérialiste.

n°116, janvier-février). Aujourd'hui, plusieurs personnalités de la LCR, dont Alain Krivine, viennent en effet d'apposer leur signature à un appel qui invoque la « communauté internationale » – celle-là même qui l'année dernière a orchestré le massacre de plus de cent mille hommes, femmes et enfants irakiens. Cet appel déclare que l'Europe des douze « a aujourd'hui le devoir d'utiliser tous les moyens [...] dont elle dispose pour protéger les populations persécutées, notamment en organisant l'accueil de tous ceux qui fuient les combats et en renforçant l'aide humanitaire sur place [...] » (Le Monde, 26 août). Et de conclure en demandant au gouvernement français de faire en sorte que la conférence de Londres « ouvre enfin un espoir de paix ». Ces renégats fatigués et démoralisés réclament ainsi des impérialistes qu'ils interviennent plus directement et plus massivement encore pour parachever le travail de dépeçage de ce qui fut l'Etat ouvrier yougoslave ! Rien de surprenant de la part de gens qui depuis le début de la deuxième guerre froide, à la fin des années 70, se sont partout retrouvés – avec leur impérialisme – du côté de la contre-révolution « démocratique » à l'Est. Nous, trotskystes, disons : impérialistes, bas les pattes devant la Yougoslavie !

Les JCR-« l'Egalité » entre social-démocratie et trotskysme

Si la LCR a réagi à l'annonce du référendum sur Maastricht comme on pouvait l'attendre d'une organisation qui gravite depuis des années dans l'orbite politique du PS, les positions des centristes de gauche des JCR-« l'Egalité » constituent un exemple d'école d'oscillation entre social-démocratie et marxisme révolutionnaire. D'un côté, la brochure du 19 juin intitulée



Quadrillage policier raciste à Paris pendant la guerre du Golfe. Pour les immigrés, « l'Europe unie » signifie la montée des chauvinismes et le renforcement de la terreur et de la ségrégation racistes.

dernière, à balayer la racaille restaura-tionniste rassemblée en soutien à Boris Eltsine sur les barricades de la « Maison Blanche » (voir notre lettre ouverte aux JCR-« l'Egalité », page 3).

Dans le marais de l'« extrême gauche » française, Lutte ouvrière se distingue aujourd'hui par son appel à « boycotter » le référendum du 20 septembre. LO tente de présenter cette position comme un refus radical du « piège » du référendum, mais ses motivations réelles transparais-sent assez clairement : « D'ailleurs les travailleurs et les militants communistes qui voteraient "non" avec Le Pen et Pas-qua ne peuvent pas ne pas voir qu'on leur tend un piège : les amener à mélanger leurs

comme une organisation fasciste) ? Depuis des années, nous, trotskystes, mettons inlassablement en avant, dans notre propagande, la nécessité urgente de mobilisations ouvrières-« immigrées » pour balayer des rues la racaille fasciste ; nous avons saisi toutes les occasions possibles de concrétiser cette perspective par des actions de front unique ouvrier, fussent-elles modestes ; nous nous battons depuis des années pour que le mouvement ouvrier engage un combat sans merci contre la ségrégation raciste qui divise tragiquement le prolétariat de ce pays. Pendant tout ce temps, tout en cherchant de façon obscène et dérisoire à s'adresser à l'électorat raciste de Le Pen dans sa propagande « grand public », LO s'est obstinée à prêcher aux ouvriers que la lutte anti-fasciste, la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes ne sont pas leurs affaires, car cela les détournerait de la « lutte de classe » – qui pour LO doit se réduire à la lutte pour les revendications économiques immédiates.

Le mensonge réactionnaire d'un Etat capitaliste européen

LO a une autre raison de ne pas vouloir prendre position pour ou contre le traité de Maastricht. Même si elle évite de le clamer sur les toits en ce moment, elle croit qu'une Europe capitaliste unie serait au fond quelque chose de positif pour les travailleurs. Ainsi, dans le dernier numéro de son organe théorique Lutte de classe (n° 48, juillet-août), on peut lire de « l'Europe bourgeoise qui se dessine » qu'« elle peut devenir un avantage si les travailleurs des différents pays européens se sentent plus solidaires les uns les autres ». Dans la campagne pour les élections « européennes » de 1989 (auxquelles elle participait, son antisoviétisme étant tel qu'elle ne voyait aucun inconvénient à briguer un siège dans cet appendice de POTAN), LO affichait un véritable enthousiasme pour cette même Europe bourgeoise, allant jusqu'à affirmer : « Si les bourgeoisies européennes arrivaient à faire l'Europe, même une petite Europe, même leur Europe d'une certaine entente entre brigands, ou même si elles arrivaient après 1992 à uniformiser, harmoniser, simplifier les échanges et la circulation des hommes et des marchandises, ce serait un progrès » (Lutte de classe n° 24, mai 1989).

Pourtant, en août 1915, alors que depuis un an les brigands impérialistes français, allemands et anglais avaient

transformé l'Europe en un monstrueux charnier, Lénine écrivait que « du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales "avancées" et "civilisées", les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires ». Il ajoutait : « Certes, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes européens... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique [...] » (« A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », 23 août 1915, Oeuvres, tome 21).

LO accepte la possibilité d'une dissolution des Etats impérialistes européens dans un « super-Etat » capitaliste. Dans l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, sa magistrale analyse des contradictions fondamentales d'un monde qui, près de huit décennies plus tard, est encore le nôtre, Lénine avait démontré l'inanité réactionnaire de cette vision profondément réformiste d'une résolution par des moyens pacifiques des conflits interimpérialistes. Mesure de guerre économique dirigée contre les peuples d'Europe de l'Est, les travailleurs de l'Ouest et les rivaux américain et japonais, les accords de Maastricht n'ont pas pour autant supprimé les antagonismes internes à la CEE. La bourgeoisie allemande a signé ces accords parce qu'elle compte bien que son poids prépondérant lui permettra de subordonner un peu plus les autres économies de la CEE à ses projets impérialistes. La France l'a fait comme une tentative désespérée d'exercer un minimum de contrôle sur son inégal partenaire d'outre-Rhin. La bourgeoisie britannique a d'ores et déjà refusé de sacrifier sa banque centrale et la livre à la « monnaie unique ».

De la même manière que les ententes monopolistes ne suppriment pas la concurrence entre capitalistes mais lui font prendre des formes plus concentrées, plus violentes, de même des accords temporaires entre brigands impérialistes n'empêcheront pas les conflits et les guerres interimpérialistes, mais en rapprocheront l'échéance, si le prolétariat ne met pas définitivement ces fauteurs de guerre hors d'état de nuire.

Pour ce faire, les classes ouvrières de France et des autres métropoles impérialistes joueront évidemment un rôle crucial. Mais dans l'immédiat, beaucoup de choses dépendent des classes ouvrières des ex-Etats ouvriers de l'Est en proie aux ravages de la contre-révolution victorieuse, et surtout du prolétariat multinational d'Union soviétique, où l'Etat ouvrier et les acquis pour lesquels des générations de travailleurs ont sacrifié leur vie peuvent encore être arrachés aux griffes de la contre-révolution capitaliste par une révolution politique prolétarienne.

Pour unir les luttes des prolétariats de ces deux moitiés de l'Europe, de l'URSS et du reste du monde dans un combat pour abattre ce système d'exploitation et d'oppression mondial qu'est le capitalisme, il faut aux travailleurs des partis révolutionnaires et internationalistes, des partis léninistes-trotskystes unis dans une Quatrième Internationale reforcée qui sera l'héritière de l'Internationale communiste de Lénine. Ce sont ces partis et cette internationale authentiquement communistes que nous travaillons à construire. Nous avons un monde à gagner. Rejoignez ce combat !



Avec son « non » chauvin à Maastricht, l'ex-ministre de la guerre Chevènement aspire à constituer le pivot d'une nouvelle alliance de collaboration de classes.

lée Maastricht – Les raisons de voter non s'inscrivaient résolument dans le cadre de la campagne impérialiste sur la « mort du communisme » en affirmant que l'Europe « naîtra de l'immense exigence démocratique qui a précipité la chute des régimes alliés du pacte de Varsovie », et en prônant « une Europe tournée vers les peuples, débarrassée de l'argent-roi ». De l'autre, quelques jours plus tard, l'éditorial de l'Egalité avançait « la perspective libératrice des Etats-Unis socialistes d'Europe » et écrivait que « la restauration du capitalisme en Europe de l'Est entraîne le retour de guerres nationales » (l'Egalité n° 13, 25 juin) – sans toutefois faire le lien entre les appétits impérialistes des puissances européennes à l'Est et l'accélération de l'« unification » européenne. Mais on ne peut pas en même temps dénoncer les méfaits de la restauration du capitalisme à l'Est et défendre, comme continuent à le faire les JCR-« l'Egalité », la position qu'il ne fallait pas appeler les ouvriers de Moscou, en août de l'année

voix à celles de leurs ennemis et leur faire dire, qu'ils le veuillent ou non, que leur politique a des points communs avec celle de l'extrême droite ou de la droite » (« Face je perds, pile tu gagnes », éditorial de Lutte Ouvrière n° 1251, 19 juin).

La vérité, c'est qu'aujourd'hui la direction de LO, qui a depuis belle lurette refusé de se battre pour une alternative ouvrière révolutionnaire au régime Mitterrand, redoute avant tout de faire quoi que ce soit qui pourrait précipiter la chute, qu'elle sait inévitable, de ce régime qu'elle a contribué à mettre au pouvoir en appelant les ouvriers à voter pour élire Mitterrand et lui donner une majorité au parlement en 1981.

Il faut aux dirigeants de LO un culot d'une rare impudence pour invoquer ainsi le danger de l'extrême droite afin de tenter de justifier leur nouvelle capitulation devant Mitterrand. Qu'est-ce que LO a jamais fait pour essayer de s'opposer à la montée du Front national (qu'elle refuse aujourd'hui encore de considérer

POUR CONTACTER LA LTF

Paris
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 42 08 01 49

Rouen
Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél : 35 73 74 47

Lyon
Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

Excision...

Suite de la page 10

ment le voile comme un symbole de résistance à l'impérialisme français. Il déclarait dans l'organe officiel du gouvernement : « Notre socialisme repose sur les piliers de l'Islam, et non sur l'émancipation des femmes avec leur maquillage, leur coiffure et leurs cosmétiques, d'où naissent des passions funestes pour l'humanité. »

La politique de la culture

Dans les milieux libéraux, c'est devenu une politique bien établie qu'on doive aborder les problèmes, quand il s'agit de l'Afrique, du point de vue du « relativisme culturel » et les mutilations des organes génitaux féminins n'ont pas échappé à cette règle. Dans un séminaire de l'Organisation mondiale de la santé en 1979, un médecin africain, dans une polémique contre les femmes occidentales qui avaient attiré l'attention sur les infibulations brutales pratiquées au Soudan, qualifiait ces pratiques de « problème soudanais - un problème dont nous sommes conscients, et qui devra être résolu par nous ». L'UNICEF a jugé nécessaire d'ajouter à un manuel de terrain de 1981 (rédigé pour exhorter ses agents à porter attention au problème) une note qui déclare : « Cette déclaration a été modifiée depuis pour refléter la position suivante : la circoncision féminine, l'excision et l'infibulation doivent toujours être considérées dans le contexte des réalités culturelles [...] ».

Pendant plusieurs siècles, l'Afrique a été soumise à la domination coloniale et s'est vu imposer par la force un code moral occidental raciste. Aux Etats-Unis, le *National Geographic*, magazine de l'establishment bourgeois « éclairé », est célèbre pour la manière dont il décrit les idiosyncrasies de la vie des indigènes dans les villages (au grand émoi de nombre d'adolescents d'Amérique, où le moralisme puritain interdisait toute autre vision d'un sein nu). Ce paternalisme grotesque à l'égard des « peuples primitifs » du tiers monde était probablement la forme la moins néfaste de l'ethnocentrisme impérialiste.

Ne pas imposer les normes culturelles occidentales au reste du monde est devenu une attitude courante parmi les universitaires - et c'est assurément une meilleure manière d'étudier et de comprendre la condition humaine. Mais ceux qui parlent au nom du « relativisme culturel » justifient souvent certaines pratiques parmi les plus brutalement inhumaines. A l'extrême limite, on trouve les anthropologues américains libéraux des années 70 qui, dans un effort pour ne pas apparaître comme racistes, niaient l'existence du cannibalisme chez les peuples à la peau non blanche. Le cannibalisme a bien sûr existé sous diverses formes, chez différents peuples et jusqu'à fort récemment. (Les Maoris ont tenu les colonisateurs européens à l'écart de la Nouvelle-Zélande pendant une certaine d'années : dès que des Blancs étaient aperçus, les indigènes les tuaient et les mangeaient.)

La vérité est que les humains, au cours des millénaires, ont adopté des pratiques fort brutales. Comme l'écrivait Karl Marx dans « La révolte indienne » (1857) : « La cruauté, comme toute autre chose, a sa mode, changeant selon le temps et les lieux. » Et de telles pratiques ne sont pas toutes des coutumes traditionnelles, survivances d'un passé sombre et primitif. La castration, par exemple, était pratiquée dans les centres de civilisation qu'étaient Byzance et la Chine. Les castrats romains étaient le résultat de l'interdiction biblique des voix féminines dans les églises ; des castrats ont chanté dans des chœurs italiens jusqu'à ce que le pape abolisse cette coutume en 1878. Il y a moins d'un siècle de cela, le moralisme victorien avait suscité une frénésie antimasturbation en Europe et aux Etats-Unis. De jeunes femmes considérées comme « sursexuées » étaient excisées par leur méde-

cin. Un médecin londonien du XIX^e siècle, Isaac Baker Brown, justifiait l'ablation du clitoris comme un remède à l'insomnie, la stérilité et aux « mariages malheureux ». Certains hôpitaux psychiatriques aux Etats-Unis ont pratiqué des excisions comme remède aux troubles psychologiques jusqu'en 1935. Et bien sûr la circoncision masculine, une opération bien moins déformante mais qui n'a aucune valeur médicale démontrée, est pratiquée aujourd'hui sur la moitié des hommes dans le monde.

Les habitudes des peuples sont diverses. Les Chinois mangent des chiens et les Français des « nuisibles du jardin », pratiques que beaucoup d'autres trouvent dégoûtantes. Il y a une multitude de coutumes que différents peuples ont adoptées dans des buts esthétiques, et



Peter Webb Collection

Farinelli, célèbre castrat italien du XVIII^e siècle. L'Eglise catholique a employé des sopranos castrats jusqu'en 1878.

que le reste du monde considère comme positivement non attirantes. L'élongation volontaire du cou, des lèvres et du pénis a été en usage dans des sociétés qui vont des hauts plateaux de la Nouvelle-Guinée à l'Afrique sub-saharienne. En contraste total avec certains peuples africains qui considèrent les organes génitaux féminins comme répugnants, les femmes Bochimans du désert du Kalahari étirent constamment leurs grandes lèvres pour que celles-ci soient plus longues (les missionnaires avaient appelé cela « le tablier hottentot »). Aux Etats-Unis, des milliers de femmes ont eu recours à des implants à la silicone pour augmenter la taille de leurs seins. Les femmes du sous-continent indien se percent le nez, et ces jours-ci certains adolescents d'Amérique du Nord semblent vouloir percer toutes les parties saillantes de leur corps. Les scarifications, aujourd'hui en voie de disparition chez les peuples d'Afrique, sont utilisées comme moyen de décoration et pour marquer l'appartenance tribale, un peu comme les cicatrices de duel que recherchaient si assidûment les jeunes Allemands du XIX^e siècle les liaient à l'élite de l'establishment militaire. Les tatouages sophistiqués sont une tradition chez certains Micronésiens et, à une certaine époque, étaient devenus populaires chez les hommes et les femmes japonais, en imitation des pratiques de la pègre *yakusa*.

La plus grande partie de ces coutumes entre dans le cadre de la diversité culturelle admise. On peut dire que les mutilations rituelles dans un but d'embellissement sexuel forment un continuum, depuis l'usage tout à fait bénin des cosmétiques jusqu'aux pratiques affreusement dégradantes et irrémédiablement handicapantes comme le bandage des pieds des femmes en Chine avant la révolution. Mais la clitoridectomie et l'infibulation n'ont rien à voir avec l'esthétique.

Il existe des standards dans l'évolution de la culture humaine. Les Américains ont mené une guerre civile autour de la « tradition culturelle particulière » des

Etats du Sud ; alors que les confédérés argumentaient qu'ils avaient le droit à l'autodétermination, peu de gens aujourd'hui approuvent la pratique de l'esclavage. De même, les mutilations des organes génitaux féminins ne sont pas une particularité culturelle, mais un violent acte de barbarie. Ceux qui, des années durant, ont maintenu la mutilation systématique de jeunes filles sous une chape de silence parce qu'il s'agit d'une « tradition africaine » sont en fait les propagateurs d'une forme de racisme et sacrifient des femmes sur l'autel du sentiment de culpabilité libéral.

Une histoire qui date de l'époque de la domination coloniale britannique en Inde possède une certaine pertinence avec notre présent sujet. Un Indien apostropha ainsi un officier britannique qui essayait

de stopper une *sati* : « C'est notre coutume de brûler une femme sur le bûcher funéraire de son mari. » L'Anglais répondit : « Et c'est notre coutume d'exécuter les meurtriers. » Marx avait considéré initialement comme historiquement progressiste l'intervention des Etats capitalistes dans les régions arriérées du monde, comme dans le cas de l'assujettissement de l'Inde par les Britanniques ; il pensait que leurs institutions économiques et sociales avancées accompagneraient inévitablement la colonisation occidentale. Mais, et cela devint clair plus tard pour Marx, tel ne fut pas le cas. L'empire britannique avait colonisé l'Inde pour en extraire des profits et n'accordait que très peu d'intérêt aux vies ou au bien-être des gens qui vivaient là-bas ; en fait, attiser les frictions intercommunautaires fut de la part du *Raj* [le gouvernement colonial britannique] une politique consciente. Néanmoins, la loi britannique de 1829 contre la *sati* et les tentatives de faire disparaître ce rite en pratique étaient des mesures qu'on pouvait soutenir.

La Grande-Bretagne a fait une révolution bourgeoise, et l'Etat capitaliste qui en a résulté représentait à certains égards un progrès pour le genre humain, progrès que les principautés et empires féodaux rivaux de l'Inde n'avaient pas apporté. Le capitalisme industriel a détruit les économies agraires sur lesquelles était basée la servitude des femmes, et les révolutions bourgeoises ont éliminé, du point de vue légal et formel, les aspects les plus abominables de l'oppression des femmes. Mais les « démocraties » occidentales n'ont pas apporté ces réformes démocratiques bourgeoises avec elles dans les pays colonisés. Comme c'est le cas en Afrique, la pénétration du capitalisme décadent dans le tiers-monde a renforcé les aspects les plus réactionnaires du tribalisme dégénéré. Aujourd'hui, les impérialistes perpétuent une paupérisation généralisée pour mieux engranger leurs profits.

Dans les pays industriels avancés, les révolutions bourgeoises ont été faites par des penseurs radicaux des Lumières qui attaquaient les modèles culturels occiden-

taux défendus par le christianisme et l'ordre féodal. Ils étaient convaincus que le contrôle de la nature par la société pouvait libérer tous les peuples des entraves séculaires de la religion, de la superstition et des rites barbares. A l'époque de l'impérialisme, les politiciens nationalistes néo-coloniaux, comme Jomo Kenyatta ou Ben Bella en Algérie, ont pu employer la rhétorique du « socialisme africain », mais ils n'ont pas pu assurer l'indépendance économique, ni même les droits démocratiques les plus élémentaires proclamés par les révolutions bourgeoises au cours de ces deux derniers siècles. Pour s'assurer des soutiens suffisants pour s'établir comme classe dirigeante dans leur pays, les nationalistes bourgeois doivent s'appuyer sur des « traditions culturelles » rétrogrades.

Soit le « principe national » soit les principes du communisme auront un caractère déterminant dans le tiers-monde. Ce n'est pas une question abstraite. Une classe dirigeante dépendant de l'impérialisme, qui sert de sous-traitant pour dépouiller « ses » propres ouvriers et paysans appauvris au bénéfice du FMI et du marché mondial capitaliste, n'offre aux masses qu'un nouveau drapeau ; son « anti-impérialisme » consiste à embrasser le « passé glorieux » et à « protéger » la nationalité dominante aux dépens des peuples minoritaires. En Inde, les chauvins hindous prennent leur « revanche » sur les anciens empereurs mogols en tabassant des musulmans pauvres ; en Afrique de l'Est, on a promis aux Noirs que leur autodétermination passait par l'expulsion des Asiatiques amenés en Afrique sous l'ancien empire britannique puis abandonnés là.

Dans l'Inde « indépendante », des atrocités comme la *sati*, le meurtre pour récupérer la dot et l'infanticide féminin sont en fait de plus en plus courantes ; au nom de l'autodéfense culturelle, les citadines iraniennes et les Palestiniennes émigrées en Occident ont été contraintes à porter à nouveau le voile. Seule la victoire du communisme, qui vise à une profonde réorganisation de la société, peut garantir l'égalité de tous les peuples et libérer les femmes de la dégradation « traditionnelle » prescrite par l'obscurantisme religieux et les pratiques culturelles précapitalistes.

La question des mutilations des organes génitaux féminins est intimement liée à l'oppression sociale des femmes. L'émancipation est un acte matériel ; sans une lutte pour la libération sociale, les masses resteront accablées par la pauvreté et soumises à l'exploitation impérialiste. Pour éradiquer l'autocratie préféodale et la domination impérialiste, la classe ouvrière doit jouer le rôle central et lutter pour une transformation sociale qui passera par une révolution prolétarienne. Pour cela, il faut un parti qui puisse mener une telle lutte internationale, un parti dirigé par des révolutionnaires marxistes, qui sont aujourd'hui les seuls à appliquer les valeurs universelles de liberté et d'égalité de l'humanisme des Lumières.

Le drapeau du socialisme révolutionnaire semble une référence vide de sens en Afrique sub-saharienne, où la conception marxiste du « développement inégal et combiné » ne recouvre que des poches d'industrialisation marginales. Il y a les ouvriers du pétrole au Nigéria, les dockers et les cheminots au Kenya, les mineurs en Zambie. Tous sont présentement isolés et subordonnés politiquement à des régimes nationalistes démagogues, mais ils représentent une force de travail industrielle stratégique. Le défi qui attend un parti révolutionnaire international est de transformer cette couche de la société en un lien vivant avec les mouvements ouvriers du Proche-Orient et avec le prolétariat industriel d'Afrique du Sud. Mobilisées contre leurs exploiters capitalistes, ces couches d'avant-garde peuvent engager la lutte pour l'émancipation des hommes et des femmes cruellement opprimés de toute l'Afrique. ■

JCR...

Suite de la page 5

un parti ouvrier révolutionnaire : une combinaison imprincipielle. Le combinationnisme est la pire des injures au parti, parce qu'il traverse les lignes de principe politique ; il cherche une décision organisationnelle qui laisse la controverse politique et principielle non clarifiée et non résolue. Par conséquent, dans la mesure où la lutte combinationniste est un succès, elle entrave l'éducation du parti et empêche une résolution de la controverse sur une base principielle. Le combinationnisme imprincipiel est dans tous les cas la marque de la politique petite-bourgeoise. Il est l'antithèse de la méthode de lutte politique marxiste.

« Les marxistes commencent toujours par le programme. Ils rassemblent leurs partisans autour du programme et les éduquent quant à sa signification dans le processus de la lutte. Les victoires politiques des marxistes sont toujours en premier lieu des victoires pour leur programme. La phase organisationnelle de la victoire dans tous les cas, depuis l'élection d'une liste déterminée de candidats dans une bataille fractionnelle du parti jusques et y compris la prise du pouvoir dans une lutte armée, a toujours la même et unique signification : fournir les moyens et l'instru-

ment pour mettre en application le programme politique. La politique marxiste est une politique principielle. Ceci explique, entre autres, l'homogénéité de la formation marxiste, que celle-ci soit une fraction dans un parti à une petite échelle ou un parti en vraie grandeur et pleinement développé, directement confronté aux partis de l'ennemi de classe. C'est cette homogénéité de l'organisation marxiste qui rend possible sa discipline ferme, sa centralisation et sa puissance de frappe [...] »

La tendance de gauche des JCR-l'Egalité a été plusieurs années durant en bloc avec Matti, le membre le plus à droite du bureau politique de la LCR. Votre rupture tardive avec Matti est tout à votre honneur, mais c'est seulement un premier pas.

La lutte pour la continuité révolutionnaire

Le fil de la continuité de la tendance spartaciste, la LCI, avec Cannon et l'Opposition de gauche est mince mais réel, et passe par la Revolutionary Tendency du SWP américain en 1961. La LCI se bat pour reforger la Quatrième Internationale, détruite par le révisionnisme pabliste. Les origines de la tendance spartaciste remontent à la vieille scission entre le Secrétariat international et le Comité

international (CI) dans les années 1950, et à la réunification de 1963. Nous soutenons la bataille partielle mais principielle du Comité international contre le Secrétariat international pabliste. Avec l'éclatement du CI entre l'OCI française de Lambert et la SLL britannique de Healy d'un côté, le SWP américain (qui cherchait la réunification avec le Secrétariat international européen pabliste) de l'autre, et avec le départ de Pablo à peu près à la même époque, nous nous sommes battus sur les questions de Cuba, du pabliste et du stalinisme.

Nous avons acquis l'assurance que les principaux courants internationaux se réclamant du trotskysme étaient moribonds - fondamentalement, programmiquement moribonds, et aussi sous plusieurs autres rapports -, sans parler de divers personnages internationaux comme le très douteux Hongrois Varga et le matamore du tiers monde, Posadas. Nous sommes donc nécessairement arrivés à la perspective qu'il fallait se battre pour la renaissance de la Quatrième Internationale, pas pour son rapetassage (« reconstruire » ou « régénérer », comme le réclame la tendance Grisolia). Il était nécessaire de passer par ces expériences, parce qu'il est toujours nécessaire de construire du neuf à partir des qualités révolutionnaires et des cadres survivants

de ce qui existait auparavant. Et en fait, il y avait un petit fragment survivant aux Etats-Unis, la Revolutionary Tendency du SWP, qui est devenu le noyau de la tendance spartaciste. La continuité du SU d'aujourd'hui passe par des gens comme Pierre Frank et Ernest Mandel, dont Cannon avait combattu en 1953 le liquidationnisme du parti.

Comme vous vous en êtes rendus compte à la lecture de cette lettre, nous pensons que les évolutions politiques en cours dans les JCR-l'Egalité sont sérieuses et importantes. Nous pensons que nous avons mutuellement beaucoup de choses à nous dire. Nous proposons d'organiser en commun un débat au mois de septembre à Paris. Nous suggérons comme thème « Quel programme pour des révolutionnaires trotskystes aujourd'hui ? »

Depuis 1917, les trois pierres de touche pour ceux qui veulent résoudre la crise de la direction sont : l'indépendance de classe ; la défense des acquis ouvriers, la question russe ; et le parti. Le combat pour les principes politiques et la clarté programmatique est parfois ardu, mais les enjeux exigent rien moins. Nous avons un monde à gagner. Pour reforger la Quatrième Internationale !

Salutations révolutionnaires
Ligue trotskyste

Sida...

Suite de la page 16

On apprend dans le même temps que Mitterrand envoie, chaque 11 novembre, une gerbe sur la tombe de Pétain. Surprenant ? Si peu, le même Mitterrand n'était-il pas à la fin des années 30 membre de l'Action française, une ligue royaliste fascisante ? N'a-t-il pas écrit pour une publication antisémite appelée *France, revue de l'Etat nouveau* ? Pétain ne l'a-t-il pas décoré de la Francisque ? « Honneur » qui ne fut réservé qu'à 2 500 loyaux serviteurs. Après la guerre, n'entre-t-il pas chez L'Oréal, entreprise connue pour avoir servi de refuge aux collaborateurs ? Il y a une continuité du personnel politique de la bourgeoisie. Ainsi, un Mitterrand a-t-il pu dans sa carrière occuper, sous Pétain, le poste de chargé de l'information au Commissariat général aux prisonniers (on sait l'importance des prisonniers dans la propagande de Vichy), entrer en août 1944 dans le gouvernement de De Gaulle en tant que - continuité oblige - secrétaire général aux prisonniers de guerre, devenir ensuite plusieurs fois ministre sous la Quatrième République (notamment à l'Intérieur puis à la « Justice » pendant la sale Guerre d'Algérie) et enfin être couronné sous la Cinquième République. En tant que trotskystes, nous n'avons jamais accepté la catégorie stalinienne de « social-fasciste » (qui visait les sociaux-démocrates des années 30 et justifiait le refus de s'engager dans des fronts uniques contre les fascistes) ; pour autant, si une telle catégorie existait, Mitterrand en serait un digne représentant.

Nous n'avons aucune confiance dans une « justice » qui amnistie les criminels de guerre comme les Papon, Bousquet et autres Touvier ou qui cherche à toutes fins à éviter de les juger au nom de la « paix sociale ». Nous savons que cet Etat bourgeois raciste - qui fait bon marché de ses « sujets », dont la continuité remonte aux massacreurs de la Commune, en 1871, aux bouchers des guerres impérialistes, à ceux qui livrèrent volontairement aux chambres à gaz des nazis les juifs de ce pays, aux tueurs des guerres coloniales, aux bourreaux qui assassinèrent des centaines d'Algériens dans les rues de Paris en octobre 1961 - doit être détruit et remplacé par un gouvernement ouvrier qui, seul, pourra faire justice aux innombrables victimes de l'avidité insatiable du capital.

Ségrégation raciste...

Suite de la page 11

n'est rien d'autre qu'une couverture ; le rejet scandaleux de la demande d'asile pour Diop est une déclaration anti-femmes et grossièrement raciste du gouvernement français comme quoi il ne veut pas ouvrir ses portes à d'autres immigrés africains. En Italie, c'est le même écran de fumée hypocrite qui a été utilisé. En 1988, la secrétaire d'Etat à la santé Elena Marinucci, une socialiste qui s'est fait un nom en politique comme féministe dans les années 70 déclarait : « On cherche à leur expliquer l'absurdité de cette coutume. Mais il y faut beaucoup de tolérance et de compréhension. » Marinucci défendait l'Etat italien contre un groupe international de défense des droits de l'homme qui avait révélé que le système national de santé pratiquait depuis des années la clitoridectomie et l'infibulation sur des enfants d'origine africaine.

Les tentatives de l'Etat bourgeois pour éradiquer les mutilations sexuelles des femmes sont teintées de nostalgie impérialiste pour la domination coloniale au nom du « fardeau de l'homme blanc ». En fait, il est peu probable que quelque loi que ce soit soit appliquée n'était l'hystérie anti-immigrés qui s'est répandue en Europe. Néanmoins, nous sommes en faveur de lois contre cette horrible mutilation des femmes en dépit du fait qu'elles soient promulguées par nos ennemis de classe et appliquées occasionnellement, de façon raciste et hypocrite.

Pour des partis ouvriers lutte de classe multiethniques

Les bourgeoisies impérialistes ont tendance à importer une version réformée du système colonial dans leur métropole. Leur politique de ségrégation raciste encourage très efficacement la perpétuation des mutilations des enfants d'immigrés africains. Pour les travailleurs immigrés, il y a deux pressions sociales contradictoires : d'un côté celle de la société dans laquelle ils vivent et de la classe à laquelle ils appartiennent, même s'ils sont relégués dans ses couches les plus basses ; de l'autre côté, celle de la société tribale d'où ils viennent et à laquelle ils sont attachés par de forts liens familiaux. La discrimination et les préjugés racistes isolent les travailleurs immigrés et leur famille du reste de la classe

ouvrière, réduisant les tendances à l'intégration et renforçant les pressions de la culture d'origine.

En France, la responsabilité pour le fait que les immigrés venus des ex-colonies après la guerre n'aient pas été intégrés incombe directement aux directions syndicales traîtres. Foussayni Doukara était syndiqué dans un pays où les syndicats sont dirigés par le PC et le PS. Pourtant, il était tellement isolé de la vie sociale en France qu'il n'avait aucune idée que l'excision de sa fille était illégale. Il y a plusieurs années, un camarade de la LTF, remarquant que beaucoup de travailleurs nord-africains de l'usine Renault Billancourt ne pouvaient pas lire notre journal, le *Bolchévik*, demanda à un bureaucrate de la CGT pourquoi son syndicat n'organisait pas de cours d'alphabétisation pour ses membres « immigrés ». Sa réponse : « Nous ne voulons pas qu'ils apprennent à lire ; ils sont plus contrôlables comme ça. » Cet effrayant paternalisme envers les travailleurs étrangers des anciennes colonies est le résultat de décennies de soutien et parfois de mise en œuvre directe de la politique coloniale de la France par le PC et le PS. En 1981, les staliniens cimentèrent leur rôle de troupes de choc du racisme anti-immigrés lorsque le maire PC de Vitry conduisit un raid pour détruire un foyer où vivaient

300 Africains noirs. Le PS dirige le pays depuis dix ans en appliquant une politique d'austérité, de brisage de grève et de terreur raciste. Ces partis ouvriers pourris ne veulent pas de lutte de classe intégrée, mais la paix sociale au service d'un front populaire avec l'impérialisme.

L'éradication de la pratique barbare des mutilations sexuelles nécessite une lutte consciente contre la ségrégation raciste et pour l'intégration des travailleurs immigrés et de leur famille dans le prolétariat occidental par la lutte de classe. Dans la dernière décennie les travailleurs immigrés ont montré qu'ils étaient la couche la plus combative du prolétariat d'Europe. Ce qu'il faut, c'est un parti révolutionnaire qui pourra briser l'emprise actuelle des partis ouvriers réformistes et mener la lutte contre le capitalisme. Intégrés réellement dans les organisations de la classe ouvrière et aussi dans son parti d'avant-garde, les travailleurs immigrés seront en première ligne de la révolution dans l'Occident industriel. Ils constitueront aussi un pont humain avec la révolution sociale dans leur pays d'origine. En tant que tels, ils sont un facteur stratégique pour en finir, une bonne fois pour toutes, avec l'abomination que sont les mutilations des organes génitaux féminins.

- Traduit de Women and Revolution n° 41

Vient de paraître !

Women and Revolution

n° 41
été/automne 1992

Journal de la
commission femmes
de la
Spartacist League/US

Abonnez-vous !
3 numéros
pour 15 francs

Ecrire au Bolchévik :
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Journal of the Women's Commission of the Spartacist League

“Family Values” Crusade Targets Women, Blacks, Teens

FREE ABORTION ON DEMAND!

L.A. Racist Cops Walk There is No Justice in the Capitalist Courts!

Break with the Democrats - Build a Workers Party!

Free Abortion on Demand!

Editorial Notes: Goodbye Columbus. Hello Cotton Mather 2
In Honor of Our Slain Comrade Martha Phillips 4
Italy: Vatican Leads Onslaught Against Abortion Rights 19
Iran: Social Struggle Shakes Islamic Dictatorship 46
Japanese Imperial Army Enslaved Women 56

The Crime of Female Genital Mutilation SEE PAGE 22

The Russian Revolutionary Tradition SEE PAGE 34

Mitterrand: des crimes de Vichy au crime du sang contaminé

Sida: l'Etat meurtrier

Le procès du sang contaminé qui s'est ouvert à Paris le 22 juin a levé un petit coin du voile épais qui couvre du secret les agissements de l'Etat français et de son gouvernement en matière de santé publique comme dans presque tous les domaines.

Ce procès a jusqu'à présent révélé que non seulement les prévenus sont coupables des crimes dont ils sont accusés, et au-delà, mais qu'au banc d'infamie devraient se trouver beaucoup d'autres responsables de la santé, de hauts fonctionnaires et surtout les politiques qui dirigeaient le gouvernement à l'époque tels qu'Edmond Hervé, le secrétaire d'Etat à la Santé, Georgina Dufoix, le ministre des Affaires sociales, et le premier ministre Laurent Fabius.

Comme le rappelle opportunément la revue scientifique *la Recherche* dans son numéro de septembre, de très fortes présomptions pesaient dès 1983 quant à l'infection d'hémophiles par des dérivés sanguins préparés à partir de pools de donneurs et contaminés par le virus HIV, responsable du sida. Des présomptions suffisantes pour retirer immédiatement ces préparations. (Dès la même année, il y avait aussi de très fortes présomptions - la certitude viendra fin 1984 - que le chauffage des dérivés sanguins, en inactivant le virus HIV, soit la solution.) Dès au moins le début 1985, ils savaient. Malgré tout, ils ont volontairement et criminellement continué jusqu'à la fin de la même année à distribuer le sang porteur de mort. Le professeur Jean-Pierre Soulier, auteur de l'ouvrage *Transfusion et sida: le droit à la vérité*, estime que chaque mois cent à deux cents transfusés ont été infectés par le virus du sida. Sur les quelque 5 000 hémophiles que compte ce pays, au moins 1 250 sont touchés par le virus, 256 sont morts avant l'ouverture du procès.

Le sida et le monde capitaliste: mourir en enfer

Les quatre prévenus qui ont comparu devant la 16^e chambre correctionnelle de Paris, Michel Garretta, directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), Jean-Pierre Allain, son assistant, Jacques Roux, directeur général de la santé, et Robert Netter, directeur général du Laboratoire national de la santé, ne sont pas jugés pour empoisonnement mais en vertu d'une loi qui réprime les fraudes sur les produits alimentaires, au même titre que s'ils avaient commercialisé du vin frelaté sous une étiquette de Bordeaux! Ces gens et tous ceux qui dans le gouvernement étaient dans la conspiration sont responsables et coupables d'avoir empoisonné ou fait empoisonner des centaines et des centaines d'êtres humains au nom de la loi capitaliste du profit.

Dès les premières semaines de l'année 1985, il était évident que tous les stocks de sang étaient contaminés mais ces grands commis du capital attendront d'abord que l'Institut Pasteur développe son propre test de dépistage, alors que les USA en avaient mis un en circulation dès février 1985. Quand finalement l'Ins-

Manifestation d'Act-Up durant le procès du sang contaminé. Oui, Mitterrand est responsable... et coupable.



titut Pasteur mettra au point son propre test, qui sera mis en circulation en Allemagne en avril, il faudra attendre fin juin pour que les autorités donnent le feu vert. Tout cela pour des raisons budgétaires et de concurrence commerciale internationale. Et il faudra attendre le 1^{er} août 1985 pour que le dépistage devienne obligatoire pour les donneurs de sang.

Même sinistre et criminel scénario quant à la désactivation du virus du sida par chauffage des produits sanguins. Dès le début 1985, les USA avaient mis au point et utilisaient une telle méthode. Il faudra attendre août pour que le gouvernement décide qu'en octobre de la même année la méthode française soit appliquée enfin aux lots de sang en France. Mais il y a plus grotesque encore, plus ignoble. Dans une circulaire interne au CNTS, un certain Gérard Jacquin, qui n'était pas dans le box des accusés, écrivait: «*Ce basculement des produits chauffés [...] suppose naturellement que le stock des produits contaminants soit distribué dans sa totalité avant de proposer des produits chauffés de substitution [et tenter] de les vendre à l'export ou sur le marché français (avec rabais) afin de diminuer le plus tôt possible le stock de produits non chauffés*» (*Informations ouvrières* n° 37 (1582), 29 juillet - 4 août)! Des marchands de mort qui proposent une ristourne! Combien de pays du « tiers monde » se sont

vu offrir des concentrés de virus HIV sous étiquette CNTS?

Le crime perpétré contre les transfusés et les hémophiles provoque dans ce pays et au-delà un sentiment de dégoût et de révolte amplement justifié. Mais ne sont-ils pas, pour l'opinion « bien-pensante », des victimes innocentes? Peu de voix s'élèvent contre la carence flagrante du gouvernement face au fléau que représente la pandémie du sida. La France est le deuxième pays occidental touché par la propagation du virus. Ce fait est connu depuis de longues années mais, pour cette même opinion « bien-pensante », ne s'agit-il pas en majorité d'homosexuels, de drogués, de prostituées et d'individus dont la sexualité n'est pas strictement confinée dans la monogamie et la fidélité que se promettent les époux légitimes?

Ainsi, les gouvernements Mitterrand, au lieu de se lancer dans un gigantesque programme de recherche, coordonné au niveau international (un tel problème scientifique ne peut être résolu dans un seul pays), au lieu de mettre en place une politique systématique cherchant à contenir la pandémie, ont-ils préféré répéter à intervalles réguliers: Dormez braves gens, nous veillons sur vous! - avec le résultat que l'on connaît pour les hémophiles. Année après année, le gouvernement repousse les campagnes d'information

auprès des jeunes. En mai dernier, une campagne, en direction des jeunes, pour l'utilisation du préservatif est annulée par Bérégozovoy, alors tout nouveau premier ministre, pour ne pas froisser la très réactionnaire Eglise de France. Preuve d'un manque de financement, on a recouru à la charité publique en organisant le 30 avril une émission télévisée, « Sida urgence ». Et pendant ce temps, au nom de la rentabilité et de l'austérité, on coupe dans les budgets de la recherche, on cherche régulièrement à démanteler la Sécurité sociale.

Une aberration?

Tout porte à croire qu'une importante partie de la bourgeoisie de ce pays pense que les homosexuels, les drogués et autres « déviants », sans compter les hémophiles, sont « sans valeur » dans une société où les besoins sociaux sont mesurés à l'aune du profit et de la « compétitivité ». Derrière les quatre fusibles qui ont comparu devant la « justice », il y a tout l'appareil d'Etat bourgeois, ce même Etat qui de 1940 à 1944, avec à sa tête le très catholique et très réactionnaire Pétain - boucher de la Première Guerre mondiale -, s'est « débarrassé » de quelque 40 000 malades mentaux en les laissant mourir de faim et de froid dans les « hôpitaux » psychiatriques. Et que l'on ne vienne pas nous parler des nazis allemands. Dans un « hôpital » de Lyon sous administration directe de Vichy, on comptera 2 000 morts de faim sur 2 890 internés de 1940 à 1944, alors que cet établissement gérait le plus grand domaine agricole de France dont les produits étaient destinés au marché capitaliste (voir *le Monde* du 10 juin 1987). A notre connaissance, aucun des responsables de ce crime n'a été jugé. En Allemagne nazie, ce sont 200 000 « non-valeurs sociales » des « hôpitaux » psychiatriques qui ont été systématiquement exterminées par les gaz. Sinistre ironie, un tribunal de Francfort a condamné en 1987 deux « médecins » à... quatre ans de prison - ce que risque un Garretta.

80 millions de femmes mutilées
Le crime de l'excision